

N<sup>o</sup>. 189.

22. de la convention nationale.

# RÉVOLUTIONS DE PARIS,

DÉDIÉES A LA NATION.

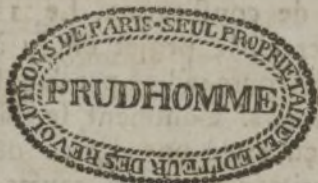
AN SECOND DE LA RÉPUBLIQUE.

QUINZIÈME TRIMESTRE.

Avec gravures & cartes des départemens.

Les grands ne nous paroissent grands  
que parce que nous sommes à genoux.

..... Levons-nous. ....



DU 16 AU 23 FÉVRIER 1793.

*Vues générales sur le projet de la nouvelle constitution:*

**S**i la constitution que la république française va se donner est mauvaise, si nous ne sommes pas encore mûrs pour nous faire de bonnes loix, nous n'en aurons jamais. Après quatre années de révolution, ayant par-devers nous l'expérience de l'acte constitutif de 1791, délivrés d'un roi, débarrassés d'une cour, sans prêtres, sans nobles, sans financiers, entourés de gouvernemens qui nous craignent & de peuples qui nous rendent les

N<sup>o</sup>. 189. Tome 15.

A



bras , réunissant plus de lumières chez nous en ce moment que n'en eurent jamais les nations qui tiennent le plus de place dans l'histoire , toute la terre ayant sur nous les yeux , & attendant que nous nous soyions constitués , pour nous imiter ou nous exéquer , voilà notre position actuelle , d'autant plus épineuse que cette fois-ci nous ne pouvons , comme la première , nous en prendre à nos mandataires , si les tables de nos loix nouvelles sont couvertes de contre-sens ; car la nouvelle législation ne sera pas , sans doute , du moins ne doit pas être l'ouvrage de nos seuls députés ; ils donnent seulement leur avis ; mais il faut , pour ainsi dire , que chacun de leurs commettans manifeste aussi le sien dans les assemblées primaires , en sorte que la convention ne soit chargée que de mettre l'ensemble dans les volontés de tous.

Les Egyptiens ont construit , il y a plusieurs milliers d'ans , des pyramides qui sont encore debout. Des loix constitutionnelles sont d'une bien plus haute importance que des pyramides ; édifions-les pour l'éternité ; qu'elles durent autant que les principes immortels qui leur servent de base.

Fatigués de n'exister que provisoirement sous un régime décrété par acclamation , nous soupirions après des loix positives , & nous attendions avec impatience le travail du comité de constitution. Le 15 février arrivé , aux termes du décret , le projet est lu à la convention , précédé d'un long discours rédigé par l'un des plus renommés d'entre nos législateurs. Comment se fait-il que cet événement ait été reçu avec une espèce de froideur ? Cette disposition des esprits a plusieurs causes. D'abord la convention n'a pas su gagner cet ascendant nécessaire pour donner à ses plans tout le poids d'une autorité ; c'est peut-être un bien : son projet de constitution n'en sera examiné que plus sévèrement.

Ensuite le rapport de Condorcet , ouvrage profond , plein de mérite & de talent , manque précisément de ce lui qu'on lui desiroit le plus ; il manque de cette lucidité , de cette netteté d'expression , si ce n'est de raisonnement , qui eût disposé les lecteurs de toutes les classes à l'examen du plan de constitution. Ce discours n'atteindra pas son but dans les assemblées primaires ; il le falloit beaucoup plus élémentaire. Les motifs des principales dispositions du nouveau code ne sont pas exposés



de manière à être saisis à une première lecture ; c'est une pièce de cabinet que certainement la majorité de la convention n'a pu suivre jusqu'au bout : on en a décrété l'impression & la distribution à toutes les communes de la république , sans réfléchir que ce travail seroit à la portée de peu de personnes ; il importoit , au contraire , de ne livrer le plan de constitution au public qu'avec une instruction familière telle que celle qui accompagne les remèdes nouveaux que le gouvernement fait circuler dans les campagnes lors d'une épidémie.

Ainsi donc on chercheroit en vain , dans le discours préliminaire de Condorcet , un fil pour se guider dans le labyrinthe de la nouvelle constitution. Outre que ce rapport n'en est rien moins qu'un examen critique , il est peu propre même à en faire sentir les dispositions sages.

Le Journal des Révolutions de Paris s'abstiendra , pour le moment , de pousser plus loin ses observations sur le plan du comité de constitution ; il en appelle à un examen plus réfléchi ; seulement il invitera les citoyens à ne pas prononcer d'une manière aussi tranchante qu'on le fait au club des Jacobins. Déjà plusieurs des membres de cette société estimable , qui semblent prendre à tâche de la compromettre , s'en vont disant que la nouvelle constitution est rolandiste , brissotine & girondine : c'est , disent-ils , du marquis de Condorcet , de l'abbé Syeyes tout pur. Eh ! nos amis ! pourquoi toujours mettre en jeu les personnes ? Ce ne sont pas les faiseurs qu'on vous donne à juger ; on ne soumet à votre examen que leur ouvrage ; lisez le plan nouveau , sans vous enquerir des noms de ses auteurs ou des sentimens qui les animoient en le rédigeant ; marquez ce qu'il y a de mauvais ; indiquez les corrections à faire ; on ne vous demande que cela.

C'est en ce moment que les clubs vont prouver de quelle utilité ils peuvent être , si toutefois les citoyens ne leur préfèrent pas , comme ils le devraient , les assemblées de leurs sections ; car les sociétés populaires ne sont riches que des pertes qu'elles font essuyer aux assemblées primaires.

Que penser des Jacobins de Paris , qui , à la première lecture , déclarent que le plan de constitution ne vaut rien , & qui arrêtent d'en présenter un autre dans quinze jours. C'est aller vite en besogne. Citoyens , ne vous



pressez pas tant ; prenez le temps qu'il faut pour un aussi grand œuvre ; songez donc qu'un grand peuple ne change pas impunément de loix constitutionnelles comme d'habits ; songez qu'il s'agit d'élever un monument pour plusieurs siècles ; car sans doute que vous n'êtes pas d'humeur à avoir une révolution tous les ans , vous n'y résisteriez pas long-temps. Nous vous avons prédit , si vous vous en souvenez , que la première constitution , revûe dans quinze jours , en 1791 , nécessiteroit une catastrophe. Si vous vous décidez aussi légèrement sur la constitution de 1793 , nous vous réitérons le même avertissement.

N'allez pas non plus donner dans un excès opposé. Que chacun de vous n'ait pas la manie de tracer aussi son plan ! qu'il vous fût d'abord de celui de la convention , quand il ne serviroit que de point de ralliement ; l'essentiel est de mettre de l'unité dans ce grand travail ; c'est le seul moyen de l'accélérer en le simplifiant. Retranchez , ajoutez , modifiez , mais qu'il vous serve de texte.

C'est au peuple à faire ses loix. Le code constitutionnel d'une nation libre doit être l'œuvre de tout le monde ; tous les citoyens doivent dire leur mot ; la convention n'est chargée que de dégrossir le marbre , ébaucher la figure. C'est au peuple à animer la statue , à lui donner la vie , à lui imprimer le mouvement. Mais pour cela , il ne faut point divaguer , chacun dans son sens.

Le calme imposant que vous savez garder au milieu des ennemis qui vous cernent de toutes parts est la meilleure disposition où vous puissiez être pour l'examen du plan de la nouvelle constitution. Conservez cette attitude. Il est beau de voir la république française d'une main repousser les despotes qui la harcèlent , de l'autre écrire posément ses loix sous la dictée de la raison universelle.

La première constitution fut reçue avec beaucoup plus d'enthousiasme que celle-ci. La déclaration des droits de l'homme sur-tout fit une sensation prodigieuse ; on lui doit peut-être la révolution : & pourtant , on peut l'affirmer d'avance & préalablement à tout examen , la seconde constitution sera moins défectueuse que la première. A quoi attribuer cette différence d'accueil ? Seroit-ce à l'attrait de la nouveauté qui devoit être beaucoup plus vif



pour un premier acte constitutif que pour un second ? Seroit-ce à cause de la prévention qui nous porteroit à craindre qu'il n'en soit de la constitution de 1793 comme de celle de 1791 ?

Nous aimons mieux croire que les événemens ont mis du plomb dans notre cerveau. L'exaltation des têtes est diminuée. Devenus sages avec le temps & à nos dépens, nous sentons davantage toute l'importance de la besogne qui nous reste à faire, & la nécessité de la bien faire, pour éviter une autre chute plus grave encore que la précédente.

D'ailleurs, les idoles sont tombées, il n'y a plus d'idolâtres. Jamais nous n'avons éprouvé si fort le besoin de loix. Qu'elle descende de la montagne, ou qu'elle sorte de tout autre lieu, il nous faut une constitution. Nos députés actuels ne sont que pour cela. Examinons leur premier travail, & jetons-le au feu, si nous n'en pouvons tirer rien de bon. Mais il nous faut une constitution; il nous la faut du choix de la grande majorité, de nous tous. Puisque nous avons pu attendre jusqu'à ce moment, consultons-nous à loisir; les semaines de plus que nous mettrons à nous donner de bonnes loix ne seront perdues ni pour elles, ni pour nous. On s'attache avec force à ce qu'on a fait avec soin. Nous aimerons nos loix en raison de ce qu'elles nous auront coûté de peine. Le plus grand malheur qui pourroit nous arriver, seroit d'avoir à rougir de notre constitution; & comme le dieu de la bible, de nous repentir de notre ouvrage. Ne donnons pas à dire de nous: ils ont tout détruit chez eux & leurs voisins; qu'ont-ils mis à la place? Des loix qui ne valent guère mieux que celles qu'ils ont abrogées; c'étoit bien la peine de faire tant de bruit.

Citoyens, prenons garde que nos loix ne calomnient notre révolution.

#### *Du recrutement.*

Pour résister à l'Europe entière conjurée contre nous, nous faut six cents mille hommes; nous les aurons: ils vont partir. Déjà plus de la moitié se trouvent aux frontières. Fermes, inébranlables, ces généreux enfans de la patrie sont restés à leur poste & ont bravé tout, jusqu'à la disette & à la nudité; leurs camarades qui les ont quittés



pour quelques momens , vont par un redoublement d'ardeur réparer cette foiblesse passagère , retourner à leur poste & rejoindre leurs amis , leurs frères pour voler avec eux à la victoire , & ne plus abandonner leurs drapeaux que tous les ennemis de la liberté ne soient terrassés. Ils n'auront plus à craindre les mêmes désagrémens qu'ils ont éprouvé cet hiver. Le printemps trouvera les habillemens tout préparés , les provisions faites , ils n'auront à désirer que du courage de la part de l'ennemi , pour avoir occasion de montrer le leur.

Toutes les anciennes troupes ayant rejoint leurs enseignes comme le décret le leur ordonne , nous aurons là une masse d'hommes déjà aguerris , déjà accoutumés à de fatigues plus grandes que celles qu'elles auront à essuyer ; & à ces soldats tout formés s'en joindra une multitude d'autres qui , tels que les vainqueurs de la Champagne , trouveront dans leur patriotisme un juste supplément à l'expérience. L'assemblée nationale a mis à la disposition du ministre tous les hommes non-mariés , depuis seize jusqu'à quarante ans qui n'auroient point d'enfans. Cette mesure extrême est une injure faite au civisme des Français par leurs représentans. Quoi ! la convention a-t-elle cru que les citoyens qui peuvent marcher contre l'ennemi , ne s'empresseroient pas de le faire , comme il est arrivé l'année dernière ? Le danger , nous ne dirons pas de la patrie , mais de tous les patriotes Hollandais , Belges , Irlandais , Écossais , Anglais , le danger de la liberté que les tyrans veulent assominer autour de nous , ne parle-t-il pas assez puissamment à nos cœurs ? Oui , vous verrez des légions , des nuées de soldats républicains sortir , pour ainsi dire , du sein de la terre tout armés dans les quatre-vingt-cinq départemens & il ne sera besoin de forcer personne , il ne sera même nécessaire de présenter aux citoyens français l'appât des récompenses que la nation leur assure , de leur rapeler que s'ils le veulent , ils vont conquérir à eux & à leur famille une portion de champ que la république leur offre en indemnité de leurs peines , & qu'ils pourront laisser à leurs derniers neveux. Quant on se battoit pour les rois on obtenoit à la longue , tout au plus , les invalides , quand on défend un peuple libre , après un médiocre service on obtient un héritage. Mais nous le répétons , toutes ces considérations sont inutiles ; l'amour seul de la liberté suffit



pour enflâmer nos jeunes héros. Le républicain ne vend pas son sang, il le donne.

Lorsqu'un membre de la convention proposa de faire tirer au sort pour le recrutement de l'armée, il n'y eut dans l'assemblée qu'un cri d'indignation ; on se souleva contre l'orateur ; on l'accusa d'outrager la nation française, de ne pas croire à son patriotisme, en supposant qu'il ne se présenteroit pas assez de volontaires pour remplir les vides de l'armée. Quelques-uns vouloient même que l'on décrêtât sur le champ, comme principe, que le recrutement ne s'effectueroit point par la voie du sort. Comment se fait-il que deux jours après l'assemblée ait adopté une mesure plus outrageante encore pour nous que le sort, une milice plus forte, plus dure que toutes les milices de l'ancien régime ? Pour nous relever à nos propres yeux, pour nous donner même du courage en cas de besoin, la convention auroit dû affecter la plus grande confiance en notre patriotisme. Point du tout, elle nous a ravalés en nous mettant au-dessous de nous-mêmes. E pérons cependant que ce décret aura un meilleur effet que celui qui paroît le plus naturel, & que l'ardeur du patriotisme saura donner de la manière la plus éclatante un démenti à la convention même, qui semble avoir pensé de nous comme les tyrans, en voici déjà la preuve.

Le décret demandoit au département de Paris 12000 hommes. Le nombre à fournir par chaque section est en conséquence de 166. Le lendemain même la section de la Réunion présente pour sa part 220 volontaires presque tous armés & équipés.

Si les Français étoient assez lâches pour voir la liberté en péril quelque part autour de nous & ne pas voler à son secours, alors le moyen employé par l'assemblée seroit juste & légitime. Alors, il faudroit contraindre ces hommes froids & pusillanimes qui n'ont de républicain que le nom, à marcher malgré eux ; mais il falloit aussi attendre que le Français méritât ce reproche, on ne devoit pas le calomnier d'avance par cette mesure prématurée.

Raisonnons un instant d'après l'hypothèse de la convention, c'est-à-dire, en supposant que l'inscription volontaire ne suffira pas aux besoins de la cause de la liberté, & voyons comment il faudroit exécuter ce décret. L'assemblée a dit que dans cette contribution en hommes qu'elle exigeoit, on auroit égard au nombre effectif que chaque lieu auroit



fourni dès l'année dernière. Ce principe , très-juste en lui-même , a cependant besoin de quelques modifications ; il falloit dire que la répartition seroit faite en raison composée & du nombre déjà fourni & des besoins locaux. Expliquons-nous ; lorsque nos armées seront dehors , il faudra bien que ceux qui resteront vivent , & peut-être aussi que l'on fasse passer à nos soldats quelques provisions de surabondance , indépendamment de celles qu'ils tireront des lieux mêmes où ils porteront la guerre : il faudra bien qu'à leur retour en France ils puissent trouver des alimens pour s'y nourrir. Il est donc nécessaire de garder en France assez de bras pour cultiver la terre , pour en récolter les productions. ( Car l'automne dernier , dans le département de la Côte-d'Or , des bleds sont restés sur pied faute de moissonneurs ) , & de garder ces bras dans les lieux mêmes où croissent ces productions , c'est-à-dire , à la campagne. Les villages ont beaucoup fourni l'année dernière ; ils ne pourront pas faire cette année de semblables sacrifices. Si le zèle les emportoit au-delà de leurs facultés , la nation , pour son propre intérêt , devroit s'y opposer elle-même & réprimer leur ardeur. C'est aux villes qui pour la plupart ne s'alimentent que par le luxe , à fournir encore un double contingent ; qu'il n'y reste que le nombre d'hommes strictement nécessaires pour les arts utiles , & que tout le reste parte , en commençant par les prêtres.

D'après cette supposition que nous avons adoptée pour un instant , si le ministre étoit réduit à user du décret , voilà comment il devroit le mettre à exécution. Il y auroit encore un autre mode à ajouter à celui-là ; ce seroit de commander les premières , les gardes nationales des villes ou même des départemens qui ont passé pour n'avoir pas marché droit dans le chemin de la révolution : par-là on empêchera les troubles de l'intérieur auxquels ces villes et départemens pourroient contribuer ; car on n'auroit rien à craindre de ces aristocrates embataillonnés , qui n'oseroient remuer en présence de la multitude de nos soldats-citoyens ; & si dans l'armée il y avoit quelque chose à redouter de tels hommes , ce seroit à nos généraux à en faire des enfans perdus , & à les placer au poste le plus périlleux pour les forcer à combattre.

Du reste , tous ces raisonnemens à perte de vue n'auront pas plus d'effet que le décret de la convention. Par-tout les volontaires accourront , demanderont des armes & de l'emploi



l'emploi , & nous osons prédire que sans doute il n'y en aura pas assez pour la foule innombrable qui viendra s'offrir de toutes parts, ou bien nous ne reconnoîtrions plus les Français.

C'est pourquoi nous ne nous étendrons pas sur cet autre décret , aussi vicieux que le premier , qui laisse aux communes le soin de régler chacune à leur manière comment elles fourniront le nombre d'hommes exigé. Nous ne dirons point , comme certaines personnes , que c'est là l'initiative du fédéralisme ; car l'idée de fédéralisme est sans doute bien loin de l'esprit de la majorité de la convention ; mais s'imaginant n'avoir pas le temps de décréter un mode que les différentes localités exposeroient à bien des variations , elle a préféré s'en rapporter aux communes , à cause de l'urgence prétendue de la chose ; car elle est toujours partie du faux principe que l'inscription volontaire ne suffiroit pas , & elle n'a pas vu qu'alors ce seroit aussi trop exposer les individus à l'arbitraire des communes , & que suivant que le civisme ou l'aristocratie dominera , que le patriotisme sera plus ou moins chaud , plus ou moins éclairé , les citoyens seront agités en divers sens , ce qui est détruire la sûreté des personnes & l'égalité. Heureusement , encore un coup , que la multiplicité des inscriptions volontaires prévient ces inconvénients.

L'assemblée n'a pas eu les mêmes craintes pour la marine : c'est que de toutes parts les matelots accourent. Le ministre Monge leur a même écrit dans tous les ports de la France une lettre de félicitation sur leur zèle républicain ; & dans peu , sans doute , tous les citoyens en mériteront une semblable de la part du ministre de la guerre ; car ceux qui peuvent servir la république sur terre ne se laisseront pas vaincre en zèle & en courage par ceux qui peuvent la servir sur mer ; tous , comme de concert , ils marcheront au même but , à l'affranchissement des peuples.

Nos marins , il faut l'avouer , auront bien plus de dangers à courir , ou du moins de difficultés à vaincre. Nos soldats de terre , à mesure qu'ils pénétreront dans les pays étrangers , feront continuellement des recrues ; le peuple se joindra à eux , les secourera , les fêtera , s'enrôlera dans leurs bataillons ; mais nos marins dans leurs courses , car peut-être nos amiraux trouveront-ils , & avec raison , plus prudent d'éviter les batailles navales , & s'attacheront-ils préférablement à ruiner le com-



merce des nations belligérantes, & à faire des prises; nos braves marins, dis-je, isolés au milieu de l'Océan, pouvant à peine se fier à des matelots étrangers que la nature avoit faits pour être libres, mais que le despotisme a trompés, obligés de resserer continuellement ces prisonniers équivoques, dans la crainte d'une surprise, bien plus facile & plus dangereuse sur un vaisseau que dans une ville ou une place de guerre, ne pourront se livrer à aucun épanchement de la fraternité; ils ne jouiront pas des fêtes de l'enthousiasme d'un peuple arraché à l'esclavage; ils n'auront pas, comme leurs frères de terre, ce sublime spectacle devant les yeux. Quand même on feroit une descente en Angleterre, les troupes de terre débarqueroient seules, & nos fidèles marins resteroient attachés, par le devoir, à leurs vaisseaux. Dans tous les temps la guerre de mer n'est qu'une privation; mais quand il s'agit de conquérir à la liberté des peuples malheureux qui l'appellent, la guerre de terre est une jouissance.

Oui, à proprement parler, nos flottes ne rencontreront sur mer que des ennemis. La cour de Naples singe aujourd'hui l'amitié; elle a accueilli même, sans passeports, nos frères persécutés à Rome; c'est la grimace de la peur; ne nous y fions pas. Si nous n'étions point dans une attitude si formidable, si nous n'avions pas sur ses parages une escadre qui le fait trembler, le roi de Naples seroit le roi tout comme un autre; il donneroit de son mieux une ruade à la liberté. Les Etats-Unis semblent croire qu'ils ne doivent de la reconnaissance qu'à Louis XVI d'avoir brisé le joug de la tyrannie qui les opprimoit. Moriss, leur envoyé, a fait l'ambassadeur royal; il n'a pas reconnu encore le conseil exécutif provisoire de la république; il se dit toujours envoyé des Etats-Unis auprès du roi de France. Cette conduite nous prouve assez quel est l'esprit des Anglo-Américains. A l'exception de quelques bons Sans-Culottes, & peut-être de quelques philosophes, ils sont tous aristocrates de cœur; au fond de l'ame, ils nous souhaitent des revers. Qu'ont-ils fait jusqu'à présent pour nous secourir comme ils le devoient, & pour nous payer de retour? Nous ont-ils envoyé des grains, des armes ou des hommes? Non, aujourd'hui libres & tranquilles, ils sont restés dans la plus ingrate indifférence; ils ne nous attaquent point, parce que leur intérêt est d'aggrandir leur commerce sous un pavillon neutre; c'est à la déesse Monarchie qu'ils sacrifient, & non pas à la liberté.



La convention a bien fait d'affranchir en leur faveur tous les ports de nos colonies. Le Barnave a mis nos îles dans un si pitoyable état, qu'il faut appeler les étrangers afin de les ravitailler, sur-tout dans un moment où la mère-patrie a besoin pour elle-même de toutes ses ressources. Il faudroit de même rendre francs tous nos ports du continent, pour les étrangers neutres Napolitains, Américains & autres : c'est un moyen infailible d'attirer chez nous leurs denrées ; mais ne croyez point que les Américains vous accordent le même avantage. La convention a compromis notre dignité en ayant l'air de le demander. Le pouvoir exécutif négociera, mais sans fruit. Les républicains d'Amérique entendent singulièrement l'égalité ; ils veulent, s'il se peut, jouir exclusivement, pendant cette guerre, de tous les bénéfices du commerce.

Ce que nous venons de dire du congrès & de la cour de Naples, peut s'appliquer également au sénat de Gênes, au cabinet de Stokolm, de Copenhague, &c. ; ils feindront d'être nos amis tant qu'ils nous craindront ou tant qu'ils craindront le peuple qu'ils gouvernent. Si le contraire arrivoit, adieu tous les semblans d'amitié.

A l'exception de ces puissances maritimes, auxquelles, comme l'on voit, il ne faut pas se fier, & qui ne sont pas les plus considérables, tout le reste est contre nous & doit exercer nos marins. L'Espagne arme trente-un vaisseaux de ligne : est-ce pour en faire usage ? On n'en fait rien ; mais la convention devroit bien prendre un parti sur ces traîneurs : devons-nous être sans cesse le jouet de leurs éternelles temporisations ? des Bourbons peuvent-ils être nos amis ? Si cela est impossible, déclarons leur la guerre : qu'est-ce qu'un ennemi de plus, & un ennemi comme celui-là ? Nous aurions détruit sa marine marchande avant qu'il se fût mis en mouvement, & nos Basques, nos Miquelets auroient bientôt gravi les Pyrénées.

La Hollande seroit plus dangereuse que l'Espagne, si la moitié n'en étoit patriote. Dumourier, dans une proclamation où il a mis, à son ordinaire, du bon, du mauvais, & beaucoup de jactance, a rappelé assez bien aux Hollandais ce qu'ils furent, ce qu'ils sont, ce qu'ils veulent être. « Peuple Batave, leur a-t-il dit, le stathouder, qui d'après les principes républicains, ne devroit être que votre capitaine général, qui ne devroit exercer que pour votre bonheur, le pouvoir dont vous l'avez revêtu, subordon-



nément aux volontés & aux décisions de votre république ; vous tient dans l'oppression & dans l'esclavage.

» Vous connoissez parfaitement vos droits ; vous avez essayé en 1787 de les reconquérir sur l'ambitieuse maison d'Orange ; alors vous avez eu recours à la nation française ; mais comme elle gémissait elle-même sous le despotisme d'une cour perfide, vous avez été le jouet des vils intrigans qui gouvernoient alors la France.

» Une poignée de Prussiens, commandée par ce même duc de Brunswick que *j'ai chassé* (1) depuis de la Champagne, a suffi pour vous remettre sous le joug. Quantité d'entre vous ont été victimes de la vengeance de votre despote ; quantité d'autres sont venus se réfugier en France, & depuis lors tout espoir de liberté a été perdu pour vous, jusqu'à ce que la révolution la plus étonnante que puisse présenter l'histoire de l'univers, soutenue par les succès les plus glorieux, vous ait donné dans les Français des alliés puissans, généreux & libres, qui seconderont vos efforts pour la liberté, ou qui périront avec vous.

» Peuple Batave, ce n'est point à vous que la république française a déclaré la guerre : amie de toutes les nations, elle a pour ennemis tous les despotes. »

Aussi, grace à cette nation, dont une grande partie est mûre pour la liberté, nos troupes entreront par terre presqu' sans coup férir ; mais sur mer, il ne faudra rien épargner ; il faudra se saisir de tous les bâtimens : les vaisseaux sont pour les riches Hollandais bien plus importans que les villes : c'est là que se trouvent toutes leurs possessions. Ces êtres, avilis par d'immenses richesses, n'ont point de patrie, & ils regardent à la fois leurs vaisseaux comme des magasins & des voitures de transport sur lesquels ils peuvent se placer, eux & leurs fortunes ; tout pays leur est bon, pourvu qu'ils y puissent gagner ; leur cœur n'a jamais senti le bonheur d'avoir un pays. Lorsque Louis XIV attaqua la

(1) Voilà bien Dumourier & l'esprit de l'ancien régime ! le général faisoit tout, & apparemment les soldats le regardoient faire. Dumourier, à la fin de sa proclamation, a été un peu plus juste sans être plus modeste : « Peuple batave, dit-il en terminant, prenez confiance en un homme, dont le nom vous est connu, *qui n'a jamais manqué à ce qu'il a promis*, & qui conduit au combat des hommes libres, devant lesquels ont fui & fuiront les Prussiens, satellites de vos tyrans.

» Les Belges m'appellent leur libérateur, j'espère être bientôt le vôtre ».

Général, vous mentez comme un Gascon ; rappelez-vous la troupée de Grand-Pré, par laquelle vous aviez promis qu'aucun Prussien ne s'échapperoit.



Hollande, peu s'en fallut que tous les richards ne s'embarquassent pour aller se transplanter à Batavia. Le dessein en étoit pris, & tout étoit préparé en conséquence. Il est donc plus essentiel peut-être qu'on ne croit de s'attacher aux vaisseaux hollandais; c'est le moyen de s'emparer des richesses des aristocrates, & de les empêcher de s'enfuir.

On dira qu'un grand nombre de négocians y sont patriotes. Ne vous y fiez pas : en général les riches ne le sont point; & si ces négocians sont vraiment dignes d'être appelés patriotes, qu'ils suspendent pendant quelque temps l'expédition de leurs bâtimens, ou plutôt qu'ils fassent mieux; qu'ils les arment pour courir sur les vaisseaux du stathouder ou du roi Georges, comme on dit que deux Hollandais l'ont déjà fait. C'est à des traits pareils que nous leur accorderons un brevet de patriotisme.

D'ailleurs il faut bien distinguer deux classes de patriotes dans les provinces unies : l'une est composée d'ambitieux & d'intrigans qui voudroient détrôner le stathouder pour se réintrôner à sa place. Ces sortes de gens se trouvent partout, & n'ont qu'un masque de patriotisme. Les autres sont les descendans de ces anciens *gueux*, comme les appeloient alors les Espagnols, mot qui correspond à merveille à notre mot de *sans-culottes*; & , là comme ici, c'est dans cette classe que se trouve la vertu & non pas la richesse : elle n'a pas de vaisseaux à envoyer sur les mers. Quant aux premiers, ils vendront le peuple dès qu'il le jugeront convenable à leurs intérêts : ils ont bien voulu déjà se vendre plusieurs fois au stathouder.

Mais c'est sur-tout contre le gouvernement & la marine anglaise qu'il faut diriger tous nos coups; c'est Pitt qui fait mouvoir du bout du doigt les Etats rassemblés à la Haye. Un peuple libre s'attache au chef des conspirations, plus qu'aux conspirateurs subalternes. Occupons-nous à détruire le commerce de l'Angleterre, qui fait la base de tout son crédit; le commerce anéanti, sa fameuse banque s'écroule, le déficit reste à nu; le peuple anglais en sonde la profondeur; & le déficit une fois bien connu, la révolution est faite. Comme nous combattons pour la liberté, plus que pour nous, comme nous prenons en main les intérêts du peuple & non pas les nôtres, évitons les batailles, épargnons le sang, mais détruisons les richesses apparentes, détruisons cet appareil vainement ostensible, qui cache aux yeux du peuple la misère la plus réelle. Quoique jamais descende n'ait été infructueuse en Angleterre, n'ayons recours à ce moyen qu'à la dernière extrémité, pour ne pas irriter



Porgueil national , & réveiller d'anciennes rivalités mal éteintes : le gouvernement profiteroit de cette occasion pour détourner l'attention du peuple de son véritable objet , pour rallier la foule autour du lui ; mais tombons sur le commerce , sur ces vaisseaux où les lords ont mis leur fortune en trafic , & le peuple anglais , conduit , pour ainsi dire , comme par la main , fera de lui-même sa révolution. L'Irlande , prête à s'insurger , tient le cabinet de Saint-James en échec ; la plus légère étincelle qui partira de ce foyer peut mettre en combustion & l'Ecosse & l'Angleterre. Les vaisseaux qu'arme ce cabinet , & dont il fait un si brillant étalage , n'ont pas la moitié des bras nécessaires à la manœuvre ; ils ne pourront protéger les flottes marchandes : ainsi tout hâtera la révolution , pourvu que rien ne nous arrête de la part de ceux qui tiennent le gouvernail de notre république.

Nous venons de lire dans la Gazette de France nationale un article qui nous donne des inquiétudes à cet égard. On sait que ce papier, *qui fait suite à l'ancienne Gazette de France*, est toujours sous la main du ministère ; que notre ministère est très-puissant, témoin la permission qu'il a donnée au général Custine de se retirer de Mayence s'il le jugeoit à propos , permission qui a paru ridicule à Custine lui-même , qui depuis long-temps ne cesse de nous répéter que Mayence est à l'abri de toute insulte. Et malgré tous les détours du Gazetier , tous ses efforts pour nous prouver que cette pièce est apocryphe , nous entrevoyons une intention de tâter l'esprit public. Si elle étoit aussi palpablement fautive qu'il le prétend , pourquoi la citer ? N'est-il pas clair que beaucoup de bonnes gens s'y laisseront prendre , & par amour pour la paix trouveront raisonnables les propositions qu'elle contient ? Y auroit-il rien d'étonnant que Dumourier , qui écrit à genoux son mémoire au roi de Prusse , se fût chargé d'une négociation assez spécieuse auprès d'un peuple qui n'est pas encore entamé.

*Articles proposés par M. Maulde , à milord Auckland , comme préliminaires entre la France & la Grande-Bretagne.*

« Art. I<sup>er</sup>. L'Angleterre reconnoîtra la république française pour telle.

» II. L'Angleterre consentira que la Belgique se donne telle constitution qu'elle jugera à propos , même démocratique , pourvu qu'elle ne soit pas incorporée à la France.



» III. La France ne se mêlera pas des affaires de la Hollande, mais les laissera sur le même pied où elles se trouvent aujourd'hui.

» IV. L'Angleterre s'engage de faire reconnoître la république française par le roi de Prusse, l'empereur & les autres puissances coalisées.

» La France, de son côté, évacuera tous les pays conquis par ses armes en Allemagne, sauf la cession de quelques parties pour l'arrondissement de son territoire & les frais de la guerre.

» V. L'Angleterre consentira que la Savoie reste une avec la France. Mais la France, de son côté, rendra au roi de Sardaigne les villes de Nice & de Villefranche.

» VI. On propose pour cet effet à milord Auckland de se rendre auprès du général Dumourier en Brabant ou en Flandre : par exemple, aux environs d'Ostende, muni avec les pleins pouvoirs nécessaires pour traiter de la manière la plus prompte les articles énoncés.

» Le général Dumourier lui-même est muni avec les pouvoirs & ordres nécessaires, de manière qu'il se rendra directement à Londres, après la signature des préliminaires, pour y déployer le caractère d'ambassadeur, moyennant que l'Angleterre s'engage de son côté d'envoyer à l'instinct un ministre à Paris du même caractère.

» Le soussigné ose assurer à milord Auckland, avec confiance, que le conseil exécutif de la république française ne demande pas mieux que la paix ; que c'est aussi le vœu du comité diplomatique & du général Dumourier, qui, quoiqu'on lui prête d'inclination pour l'invasion de la Hollande, ne désire que la paix avec l'Angleterre, & ne peut, par conséquent, vouloir une mesure qui meneroit indispensablement à la guerre. *Signé MAULDE* ».

Voici maintenant comment la Gazette prouve que cette pièce est controuvée :

« Commettre un faux n'est point un crime rare dans la diplomatie, sur-tout depuis que les rois, ennemis de la France, se font un jeu de tous les genres de perfidie. On se rappelle que le citoyen Maulde, notre ministre à la Haye, n'a jamais pu obtenir, dans cette résidence, de se faire livrer des fabricateurs de faux assignats, quoiqu'ils fussent déjà entre les mains de la justice. On sait que ces émigrés, faux-monnoyeurs, se sont réfugiés à Londres, où se tient maintenant la grande fabrique de faux assignats de France. Or, y auroit-il une si grande différence aux yeux du ministère britannique, entre sa com-



plaisance à souffrir nos émigrés [faux-monnoyeurs, & son habileté à forger de prétendus articles de traité de la part de nos agens diplomatiques ?

« Il suffit de lire avec quelque attention ces articles, pour reconnoître, 1<sup>o</sup>. qu'un ministre de la république française étoit incapable de les proposer, même de son chef; 2<sup>o</sup>. que si le citoyen Maulde se fût ingéré de faire une telle démarche, il ne s'agiroit point de le démentir, mais de le punir; 3<sup>o</sup>. enfin, que le style de cette pièce écarte seul & de soi-même tout soupçon à cet égard, & décèle une main anglaise. ( Voyez à l'article VI. ) Le général Dumourier lui-même est MUNI AVEC... &c. Maulde se fût-il exprimé de la sorte » ?

Il n'y a qu'un mot à répondre au journaliste. Si le cabinet britannique avoit fait ce faux, c'eût été pour se moquer de nous ou pour nous attirer dans un piège. Ce ne doit pas être dans le premier dessein; la pièce n'est pas assez ridicule. Ce ne doit pas être dans le second; car elle en diroit trop & trop peu, trop, puisque des hommes qui ont larmoyé sur le sort de Louis Capet, se garderoient bien de mettre d'abord en avant, comme premier & seul principe admissible, de reconnoître la république; ils auroient mis cette idée de côté, ou du moins ils l'eussent enveloppée d'un nuage. Trop peu, puisque si l'on suppose ce premier principe clairement admis & obtenu, on ne peut pas nous gêner sur le sort de la Belgique sans nous couvrir de honte. Nous avons dit que nous voulions rendre la liberté entière aux Belges: or, ce seroit la restreindre que de les empêcher de se soumettre à notre constitution, & les exposer à se laisser bientôt influencer par les despotes. Nous ne pourrions non plus, sans nous avilir, abandonner la Hollande que nos rois vainement invoqués avoient repoussée sous le joug; nous ne pourrions, sans être les plus méprisables des hommes, remettre pieds & mains liés à leur tyran les habitans de Nice & de Villefranche, qui d'eux-mêmes se sont réunis à nous dans l'espérance de vivre & de mourir libres.

Quoi qu'il en soit de l'authenticité de cette pièce, si le conseil exécutif se garde de faire des faux pas, cette campagne va affranchir deux ou trois nations. Nous avons déjà d'heureux présages de ces succès. Custine vient de chasser les ennemis de l'île du Rhin: Champmorin a pris aux Hollandais deux forts qui nous garantissent la libre navigation de la Meuse: un peu de patience, & il sera bien glorieux d'avoir été soldat de la patrie.

*Observations*



*Observations sur le décret des prises sur mer.*

Il n'en est pas d'une guerre de mer comme d'une guerre de terre. Pour celle-ci, dès qu'on a des hommes tout armés, quelques approvisionnemens d'avance suffisent; car des pourvoyeurs intelligens, des commissaires ordonnateurs habiles savent tirer tout ce qu'il leur faut des lieux mêmes qui sont le théâtre de la guerre, sur-tout lorsque ce théâtre de la guerre est en pays étranger; mais pour la guerre de mer il ne suffit pas d'avoir des hommes; il faut être exercé à cet élément, à l'art de la navigation. Comme la mer ne produit rien, il faut emporter le double de provisions nécessaires au voyage qu'on se propose; car il faut calculer les tempêtes, les vents contraires, les calmes: ajoutez à cela la construction même du vaisseau & son armement, & l'on sera surpris que déjà nous ayions des corsaires en mer, que déjà ils aient fait des prises considérables: c'est bien là le cas de dire que la liberté donne des ailes.

Depuis long-temps même nos corsaires couvriroient l'Océan, si l'on n'avoit craint avec juste raison que l'ancien projet de Guy Kersaint ne passât dans la convention. On se rappelle que ce démissionnaire, qui visoit au ministère de la marine, avoit étalé dans l'assemblée législative un pompeux philosophisme, & qu'il avoit proposé d'abolir à jamais toute course sur les vaisseaux marchands des nations ennemies: ainsi les ennemis de la France, dont Kersaint défendoit si bien les intérêts, nous auroient enlevé tout ce qu'ils auroient pu; & nous, par une belle générosité, nous aurions regardé leurs propriétés comme sacrées; nous les aurions respectées scrupuleusement. La guerre est un jeu cruel, sans doute; mais il ne faut pas le jouer en fripon, il ne faut pas non plus le jouer en dupe.

On craignoit cependant que la convention, trompée par un certain parti, ne donnât dans cet excès de bonté, & ces craintes paralysoient tous les préparatifs. Dans tous les ports de mer, on a appris avec une surprise mêlée de joie que l'opinion de la convention avoit changé tout-à-coup, du moins en apparence, sur cet objet, & qu'il seroit permis, comme par le passé, à tous Français de courir sur tous les vaisseaux ennemis de la république. Dès ce moment, tous les armateurs se sont mis à l'ouvrage, & plusieurs déjà ont mis en mer & fait d'importantes captures.

La convention ensuite a porté un décret qui, à beau-

N<sup>o</sup>. 189. Tome 15.

C



coup près, n'est pas aussi sage que le premier. Elle a ordonné que les tribunaux de commerce ou de district, lorsqu'il ne se trouveroit point de tribunaux de commerce dans le lieu du relâche, jugeroient en trois jours & en dernier ressort toutes les contestations sur le partage des prises. Pour entendre ce décret & les réflexions qu'il nous a fait faire, il est bon d'observer que rarement un seul homme avance tous les frais de l'armement d'un corsaire; plusieurs personnes font des mises, prennent des actions sur le vaisseau, & ont, en retour, sur les prises qu'il fait, une part proportionnée à la quotité de leurs premiers déboursés. L'équipage entre aussi en partage avec les actionnaires; & depuis le capitaine jusqu'au dernier mousse, chacun a son lot gradué en raison de sa place. Au milieu de tous ces intérêts divers qui se croisent & qui se heurtent, il peut s'élever souvent des contestations qui obligent d'avoir recours aux tribunaux; mais trop ordinairement les formes légales sont lentes, & c'est un défaut que n'ont point assez diminué nos nouvelles loix. Ces lenteurs ne s'accordent guère avec la juste impatience d'un corsaire qui craint toujours de perdre à terre un temps précieux, de manquer quelque bonne fortune, & c'est avec raison que l'assemblée a ordonné de tout juger en trois jours; mais s'il falloit n'accorder que peu de temps pour la parfaite terminaison de ces jugemens, ne falloit-il pas le compenser, en quelque sorte, par un plus grand nombre de juges. Cinq membres suffissent à un tribunal qui décide de causes ordinaires, parce qu'ils peuvent prendre le temps d'examiner à loisir, & que d'ailleurs la voie de l'appel est ouverte au condamné. Ici l'on juge en dernier ressort; & n'ayant que trois jours pour éclairer leur conscience, cinq hommes au plus peuvent bien s'égarer, commettre ainsi de grandes injustices, souvent même dessein.

La convention avoit là une belle occasion de faire l'essai du jury au civil. Il appartient au législateur qui doit organiser un grand empire, de mettre d'abord & pour ainsi dire, sans avoir l'air d'y songer, ses grands projets à l'épreuve, d'essayer quelques tentatives utiles dans les circonstances qui se présentent ou qu'il fait naître, afin de ne point ensuite marcher au hasard, lorsqu'il faudra développer ses plans dans toute leur étendue. Qui empêchera l'assemblée nationale de dire: Les corsaires n'ont pas le temps d'attendre la fin d'une longue procédure; d'un autre côté, cinq hommes ne pourront pas, en trois jours, connoître imperturbablement la vérité; ce temps ne servira



pour ainsi dire , suffisant que pour les corrompre ; l'or & les assignats pourront aisément faire trébucher d'abord la balance de Thémis , & l'on n'aura pas le loisir de lui laisser reprendre son équilibre ? Etablissons dans chaque port de mer où les navires peuvent aborder des jurys civils , qui trop nombreux pour être facilement corrompus ou égarés , trop inconnus aux voyageurs & aux intéressés pour agir avec prédilection , s'éclaireront réciproquement & jugeront avec plus de bonne foi & de certitude. Le besoin momentané exige cet établissement ; mais outre cet avantage bien précieux , nous avons encore celui de livrer à l'essai l'institution des jurys civils , & de nous mettre à portée de connoître , lors de leur rétablissement définitif & général , les abus que nous avons à en redouter , & la manière dont il faut y plier & y accoutumer le caractère national.

Au reste , quand nous demandons l'établissement de ces jurés civils , nous sommes bien loin de désirer qu'ils ressemblent à nos jurys au criminel. Depuis long-temps , nous nous sommes élevés contre les défauts de cette institution sublime en elle-même. Le comité de constitution de la première assemblée nationale , qui gâtoit tout ce qu'il touchoit , défigura encore les jurys anglais , qui sont loin d'être parfaits. Il mit le choix & la convocation des jurés à la disposition du procureur-syndic du département , qui , s'il est mauvais citoyen , ne met en exercice que de mauvais citoyens. Il voulut que la même liste de jurys subsistât pendant trois mois : de sorte qu'elle montre à l'intrigue & à la cabale ceux qu'elles peuvent d'avance circonvenir & corrompre. Pour que les jurys dont nous parlons fussent vraiment utiles , il faudroit que dans toute une ville , dans tout un département , personne ne sût la veille qui doit être jury le lendemain , pas même celui qui en devroit faire les fonctions ; il faudroit que nul homme au monde ne pût influer directement ni indirectement sur le choix du jury ; car c'est influer sur le jugement même que de désigner un membre quelconque sur lequel le sort doit tomber pendant un certain laps de temps.

*Dijon , le 10 février 1793 , l'an second de la république.*

« Citoyen Prudhomme , quel fruit pensez-vous retirer pour la république de la critique dont nous vous jugions incapable , & que vous vous êtes permis d'insérer dans votre N°. 185 ? Vous la dirigez principalement contre les femmes de Lyon & de Dijon ; vous attaquez même en général toutes les femmes françaises , en reprochant



à celles qui connoissant leur dignité se réunissent en clubs ; tiennent des séances régulières & en conservent des procès-verbaux. En vérité, ce langage nous étonne dans votre bouche ; & se pourroit-il que des femmes, aujourd'hui plus élevées à la hauteur de la révolution qu'un républicain même, lui donnassent des leçons de philosophie & de liberté ?

» Quiconque émet une opinion & la rend publique, doit se proposer un but, & ce but doit nécessairement tendre au bien de tous, ou il faut le rejeter. Si l'auteur a de la bonne foi, & que son système ne soit pas raisonné, chacun a le droit de l'attaquer en ménageant son inventeur. Nous vous avons supposé de bonnes intentions, & c'est pour cela même que nous allons vous réfuter avec un esprit moins occupé d'amour-propre qu'animé du bien général, des mœurs & de la prospérité de la république.

» Un gouvernement républicain est, de tous, celui qui approche le plus de la nature ; & comme dans ce gouvernement chaque individu forme partie intégrante du tout, il doit donc coopérer en ce qui le concerne au bien de la république ; il s'ensuit nécessairement que les femmes, qui sont partie de la société, doivent contribuer, autant qu'elles le peuvent, au bien de tous.

» Il étoit donc tout naturel que dans cette circonstance où notre révolution, unique dans les annales du monde, exigeoit de tous les citoyens de la république son tribut de travail, de richesse ou de lumière, il étoit tout naturel que les citoyennes qui en font partie & s'en enorgueillissent, dussent se rendre utiles à la chose publique, & avaisent aux moyens de le faire. Pour y parvenir d'une manière avantageuse & plus sûre, il falloit se réunir ; car que peuvent faire tous les individus isolés l'un de l'autre ? C'est de la réunion fraternelle des républicaines que sont résultés ces effets étonnans de lumières philosophiques, qui, en les affranchissant des antiques préjugés qui avilissoient les femmes, ont renouvelé en elles le germe des vertus qu'elles sont destinées à transmettre à tous les Français dès leur première enfance.

» C'est dans leurs assemblées populaires que l'émulation de faire le bien a dû naître & s'échauffer ; c'est là où chacune d'elles communiquant ses idées, a souvent donné lieu à des projets intéressans & salutaires dans leurs résultats.

» N'ont-elles pas donné l'exemple & stimulé parmi les citoyens les dons patriotiques destinés à soulager nos braves volontaires ? & elles-mêmes n'ont-elles pas travaillé



de leurs mains aux équipemens de leurs frères d'armes ? ne se sont-elles pas occupées sans cesse des moyens de secours & de bienfaisance pour la classe indigente ou infirme ?

» C'est à cette société que les officiers municipaux ont eu recours pour les prier de se charger du soin des prisonniers, que les femmes ci-devant nobles avoient abandonnés par aristocratie ; c'est encore cette société de citoyennes qui a formé un établissement de secours, où elles occupent à la filature, depuis quinze mois, environ trois cents femmes qui manquoient d'ouvrage ; établissement important dans les circonstances actuelles, & dont le produit rentre toujours dans la caisse de secours. Qui ne sent pas toutes les peines qu'exigent cette institution, le mode de distribution, la comptabilité, &c., toutes ces opérations régies avec le plus pur défintéressement ?

» Nous ne nous bornons point, citoyen Prudhomme, à chanter l'hymne à la liberté, comme vous nous le conseillez ; nous voulons encore exercer des actes de civisme.

» Il vient de s'ouvrir parmi nous une souscription pour les défenseurs de la liberté, où chacune vient déposer telle somme qu'autrefois, dans ces temps, l'on sacrifioit aux plaisirs frivoles des bals.

» C'est la société des citoyennes réunies en club, qui lors du retour à Dijon du second bataillon, indignement trahi à Longwy, allèrent au-devant de ces braves guerriers, & leur portèrent à plus d'une lieue de nouvelles armes & un drapeau, sur lequel ces soldats, qui n'avoient point désespéré de leur patrie, jurèrent solennellement de venger leur liberté & de vaincre au nom de la France & de leurs concitoyennes ; ce sont ces mêmes citoyennes qui, aux époques du départ de leurs frères d'armes, les ont exhortés avec l'énergie des femmes libres, de ne jamais reparoître dans leurs foyers sans avoir auparavant anéanti les despotes. Eh ! quelles ne sont pas les hautes actions qu'inspire notre sexe, quand il parle à des Français le langage de la gloire & de la vertu ?

» Il semble d'après vous, citoyen Prudhomme, qu'il est inutile aux femmes de savoir lire ; vous dites encore que les clubs de femmes sont les fléaux des mœurs domestiques.... Et c'est un philosophe, un républicain qui parle ainsi ! Voulez-vous donc tenir toujours les femmes dans un état d'enfance ou de frivolité ? Que deviendra donc cette mère de famille qui, n'ayant aucune instruction, se trouve, par la mort de son mari, obligée de



régir des affaires compliquées ou commerciales ? Est-il mieux qu'elle confie ses intérêts, ceux de ses enfans, à un stipendaire insouciant ou inhabile ? Que deviendront ces enfans entre les mains d'une mère tendre, à la vérité, qui les laisse périr dans leurs maladies, fautes de certaines connoissances que tout individu devrait posséder ? & l'enfance confiée aux femmes ne se chargera-t-elle pas de préjugés ineffaçables, si celles-ci sont dans l'ignorance de ce qu'elles doivent savoir ? La culture des sciences ne détourne point du travail ; elle prépare les sentimens honnêtes en ouvrant l'esprit aux lumières ; les occupations toujours essentielles des maris ne leur permettent guère de donner tous les soins qu'exige la première éducation ; ils doivent être flattés que leurs épouses puissent leur suppléer.

» Ce n'est qu'avec de l'instruction que les mères pourront dans le grand livre de la nature, auquel vous les renvoyez. Dans une famille, pour donner l'exemple de l'ordre, il faut adopter une certaine conduite qu'on peut à peine attendre d'un être élevé sans principe.

» Renoncez donc, citoyen Prudhomme, à votre système, autant despote envers les femmes que l'étoit celui de l'aristocratie envers les peuples. Il est temps d'opérer une révolution dans les mœurs des femmes ; il est temps de les rétablir dans leur dignité naturelle. Eh ! quelle vertu pourroit-on attendre d'une esclave ! « De tout temps, dit Montesquieu, l'on a vu marcher d'un pas égal, en Asie, la servitude domestique & le gouvernement arbitraire ».

Par-tout où les femmes seront esclaves, les hommes seront courbés sous le despotisme. « Sachez encore, dit Casta, que l'influence des femmes est par-tout plus forte que celle du climat & du gouvernement même ; que les plus grandes révolutions dans les empires étant la suite des révolutions dans les mœurs, & les mœurs étant leur ouvrage, c'est sur elles que doit porter premièrement les vues de la philosophie, pour produire une réformation générale & rendre les hommes meilleurs ».

Soyez donc justes, hommes qui vous piquez de lumières, & ne censurez pas les femmes ; qu'elles aient part à vos droits & elles imiteront vos vertus, car elles deviendront plus parfaites en devenant plus libres, & notre liberté commune sera l'ouvrage de l'instruction & de l'intérêt que nous prendrons à la république. BLANDIN DEMOULIN, présidente de la société des amies de la république établie à Dijon ».



*Les citoyennes de Lyon au citoyen Prudhomme.* « Citoyen, si la vérité est une vertu qui honore le patriote qui a la force de la professer, de même la médifance & la calomnie sont des vices qui vouent au mépris les écrivains qui ont la lâcheté de s'y abandonner.

» Les citoyennes de Lyon composant la société des amies de la liberté & de l'égalité, ne sont point réunies, comme tu le dis dans ton N°. 185, page 235, depuis très-peu de temps, mais bien depuis l'époque où, dans un de tes autres numéros, tu leurs prescris de se réunir, de former leurs enfans à l'esprit public, en leurs citant pour exemple les citoyennes de Rome.

» D'ailleurs, le but de leur association est de s'instruire des décrets de la convention en y lisant ton journal, de secourir leurs frères malheureux, d'instruire leurs enfans dans le nouvel ordre de choses, & de jurer une haine éternelle aux tyrans.

» Elles ne tiennent leurs assemblées que les dimanches & à l'heure des vêpres; elles distribuent des récompenses à ceux de leurs enfans qui ont le mieux profité de leur éducation, & ce n'est que ces seuls jours que les corps administratifs sont invités de s'y rendre. Voilà, citoyen, la manière avec laquelle se conduisent les citoyennes de Lyon, & elles ne doutent pas que tu inféreras la présente dans ton prochain numéro.

CHARTON, présidente. *Ce 15 février 1793.*

*Réponse à la présidente Charton.* Citoyenne présidente, tu cries contre nous à la calomnie & à la médifance tout ensemble. De quoi te plains-tu? Qu'avons-nous donc dit? Après avoir rendu hommage à la pureté des intentions du club que tu présides, nous avons donné à entendre que Cornélie, Porcie & autres citoyennes de Rome que nous t'avons citées pour exemple ne se nommoient point entre elles de présidente, de secrétaires, ni d'orateurs; qu'elles ne tenoient point procès-verbaux de leurs séances; qu'elles n'y invitoient point les consuls, les tribuns ou les édiles. Du moins l'histoire romaine ne nous dit point si elles se donnoient le ridicule de s'ingérer le sénat; elles faisoient le bien sans prétention, sans témoins & sans en tenir note. Voilà tout. Où est la calomnie?...

Au reste, s'il y a quelques reproches à faire à l'article en question, la citoyenne Charton doit les adresser à J. J. Rousseau, dont nous professons les principes qu'il tenoit de la nature. Certainement Julie Volmar n'eût point conduit ses enfans au club des citoyennes de



Lyon. Emile n'eût pas permis non plus à Sophie de se faire recevoir à la société fraternelle de Paris, ou à celle des citoyennes de Dijon. Le sage qui disoit & répétoit sans cesse que la femme la plus estimable est celle dont on darle le moins, eût eu de la peine à lire jusqu'au bout la lettre de la présidente Blandin Demoulin; Rousseau n'aimoit pas chez les femmes tant d'esprit & de si beaux raisonnemens. Madame la présidente, ( lui eût-il répondu de ce ton un peu brusque dont il ne pouvoit se défendre quand les choses contrarioient la nature & la vérité dont il étoit idolâtre ) madame la présidente, mêlez-vous de gouverner votre maison, & laissez-nous le soin de la république; laissez faire aux hommes la révolution & s'élever à toute sa hauteur. De quoi vous mêlez-vous? Formez vos filles aux vertus de votre sexe... *Les femmes doivent apprendre beaucoup de choses, mais seulement celles qu'il leur convient de savoir. . . . Les femmes de Sparte, renfermées dans leur maison, bernoient tous leurs soins à leur ménage & à leur famille. Telle est la manière de vivre que la nature & la raison prescrivent au sexe. . . . La recherche des vérités arbitraires & spéculatives, des principes, tout ce qui tend à généraliser les idées n'est point du ressort des femmes; leurs études doivent se rapporter toutes à la pratique. . . . La véritable mère de famille, loin d'être une femme du monde, n'est guère moins recluse dans sa maison que la religieuse dans son cloître. . . . &c.*

Nous avouerons à la présidente Blandin que nous ne nous piquons pas de plus de philosophie que l'homme que nous avons laissé un moment lui répondre pour nous.

Nous ne ferons pas d'autre réponse au bon sans-culotte de Lyon, le citoyen Reynard, qui se déclare le chevalier de ses concitoyennes clubistes; qu'il sache que ce ne sont ni les calotins, ni les aristocrates factieux de cette ville, comme il le prétend, qui ont pu nous indisposer contre les clubs de femmes. Nous ne nions pas le bien que ces sociétés ont pu & peuvent faire à la république; mais les citoyennes la serviront mieux encore sans sortir de chez elles, sans se donner en spectacle & prêter au ridicule, que ces calotins & ces aristocrates ne manqueront pas de jeter sur elles. En un mot, qu'elles ne prétendent pas à devenir meilleures que les femmes de Sparte & de Rome dans le bon temps. Si Cornélie avoit été d'un club, nous passerions condamnation sur ce que nous avons dit, d'après la nature, la raison & Jean-Jacques Rousseau.

*Affaire*



*Affaire du ci-devant général Danselme & du bataillon n°. 2 du département de l'Aude.*

Notre révolution offre des événemens bien bizarres. L'an dernier, nous avons célébré, place ci devant Louis XV, les premières conquêtes des armes de la république à Turin & à Nice. Les noms de Montesquiou & d'Anselme ont été inscrits en lettres d'or sur les trophées envoyés à la convention. Aujourd'hui, l'un de ces généraux est émigré, chargé d'or & de l'indignation publique. L'autre, dans les liens d'un décret de prise-de-corps, se trouve pour suivi avec acharnement par un bataillon de l'armée qu'il commandoit. Mais il y a cette différence, que le cri de haro est unanime contre Montesquiou, depuis long-temps plus que suspect : au lieu que Danselme, honoré déjà des bons témoignages des premiers commissaires de la convention envoyés dans le comté de Nice, n'a à répondre qu'aux seconds, & aux imputations du bataillon de l'Aude, n°. 2, qui heureusement pour l'accusé, montre autant d'animosité contre lui que de prévention en faveur de Montesquiou.

Une autre considération qui milite pour Danselme, c'est que son devancier a tout fait avant de passer chez l'ennemi pour désorganiser l'armée, & en laisser retomber tout le poids sur son successeur. On fait qu'il affecta, en partant, de publier par toute l'Italie que Danselme, fort d'un corps de troupes de 20,000 hommes, ne se proposoit rien moins que la conquête de tout le pays, & de pousser jusqu'à Rome. Ce bruit n'a pas été mis en avant sans dessein, & n'est point resté sans effet. On dit que plusieurs millions ont été aussi-tôt sacrifiés par le pape pour conjurer l'orage ; cette somme, assure-t-on, a parachevé la corruption de l'armée du Var, déjà travaillée par les soins de Montesquiou.

Quoi qu'il en soit, ne nous hâtons pas de condamner Danselme, d'après la lecture du mémoire du bataillon de l'Aude & l'arrestation décrétée si précipitamment par la convention, dans une séance du soir. Un vieux soldat, parvenu au généralat par ses seuls talens militaires & ses vertus civiques, le seul de nos officiers qui ne soit pas noble ; Danselme, couronné de brillans succès, mérite qu'on pèse mûrement l'ensemble de sa conduite, & qu'on attende les pièces de conviction qui doivent suivre son premier mémoire. Danselme, prophète dans son pays, ce qui est rare, connu avec avantage & honoré de la confiance de Marseille, a pu fournir matière aux envieux & aux calomniateurs. Peut-être a-t-on craint l'influence d'un vieux capitaine déjà surnommé *sans reptache*. En attendant, disons un mot de ses accusateurs & de sa justification, & sans présumer le jugement (qu'on ne doit porter au moins qu'après avoir donné à l'accusé le temps de recueillir les pièces nécessaires à sa défense, mises encore sous le scellé en plusieurs endroits), mettons nos lecteurs à même de se former une opinion sur cette affaire qui intéresse toute la république. Car enfin un général ou tout autre fonctionnaire appartenant à la nation, il importe de savoir à quoi s'en tenir sur son compte.

-- « Nous vous accusons, disent les soldats de l'Aude, n°. 2, d'avoir négligé la défense des bords du Var, lorsque la rive ennemie présentait le plus formidable appareil. » --

N°. 189, Tome 15.

D



Que répond à cela l'ex-général dans son mémoire ? A la vue d'un ennemi en forces, & à la tête d'une très-petite armée dépourvue presque de tout, au lieu de se livrer à une rage impuissante, ou à un lâche découragement, il fait son métier de général ; après avoir tout vu, tout disposé, il demande des secours à Marseille, à Toulon. En les attendant, il masque son extrême faiblesse aux espions, & déploie une force factice qui en impose tellement, qu'une terreur panique s'empare des troupes sardes qui gardoient le comté de Nice.

--- " Nous vous accusons, dit le bataillon n°. 2 de l'Aude, de vous être vanté, dans votre lettre au ministre de la guerre, d'avoir pris Nice, tandis que cette ville s'est offerte à la république, & que vous ne l'avez pas même sommée. " ---

La réponse se trouve dans celle à la première accusation. Il est plusieurs manières de prendre une ville, & celle qui coûte le moins de sang, celle qui s'effectue sans coup férir est sans doute la meilleure. C'est ce qu'on pourroit conclure d'après la lecture de l'exposé de l'ex-général.

--- " Nous vous accusons d'avoir trompé la convention en lui envoyant des drapeaux qui n'ont point été pris aux Piémontais dans leur fuite. " ---

Comme le mémoire de l'accusateur est postérieur aux accusations des soldats de l'Aude, on n'y trouve pas de réponse directe à ce grief, ni à quelques autres. (1)

--- " Nous vous accusons d'avoir toléré le pillage, en ne secondant point ceux qui vouloient le réprimer, & en ne faisant point punir exemplairement le petit nombre de coupables arrêtés " ---

Arrivé sur la place, dite des *Victoires*, à Nice, ( page 5 du mémoire de l'accusé ) il fit battre un ban & publier toutes les défenses qui peuvent maintenir le bon ordre, principalement la conservation des personnes & des propriétés, &c.

--- " Ce qu'on ne dit pas, ce qu'on a même grand soin de dissimuler, c'est que le lendemain de mon entrée dans Nice, l'ordre & la confiance y étoient si parfaitement rétablis, que toutes les boutiques étoient ouvertes, & notamment toutes celles des orfèvres & bijoutiers. " ---

(1) On nous a assuré que deux de ces drapeaux ont été trouvés par les grenadiers du quatre-vingt-onzième régiment dans la forteresse de Villefranche, où il y avoit trois cents hommes de garnison faits prisonniers : les deux autres ont été trouvés dans un château, près de Nice, où il y avoit des troupes piémontaises en cantonnement, qui probablement les y ont laissés. On n'enlève pas toujours les drapeaux dans les rangs, & l'on fait que souvent l'ennemi les abandonne de manière ou d'autre en fuyant précipitamment. Ces drapeaux lui furent apportés en triomphe par lesdits grenadiers, & il a cru ne pouvoir mieux faire que de les envoyer à la convention nationale. On lui feroit un reproche bien plus grave s'il les eût gardés pour en pavaiser son appartement. Il est à observer que lors de l'envoi de ces drapeaux il n'a rien annoncé au ministre qui fit croire qu'il les eût enlevés dans le combat.



--- " Nous nous accusons d'avoir partagé le pillage, d'après votre propre aveu : *je pille.* " ---

Cette anecdote sent l'animosité, l'acharnement, & l'on ne peut se dissimuler que les accusateurs de Danselme ont la maladresse de laisser percer ces dispositions presque à chaque page de leur mémoire, mieux rédigé pour le style que celui de l'ex-général, mais rempli de détails trop peu graves dans une accusation aussi solennelle. La lecture de l'exposé justificatif semble inspirer plus de confiance.

--- " Nous vous accusons d'avoir à deux reprises différentes fait rassembler les malles des émigrés français & *niçars*, de les avoir fait ouvrir, de n'avoir point fait inventorier ce qu'elles contenoient. " ---

--- " Les administrateurs chargés seuls de cette opération, dit l'accusé, seront, je crois, peu en peine de prouver par le simple exposé des faits que cette mesure étoit moralement & physiquement impossible. " ---

--- " Nous vous accusons d'avoir donné des sauve-gardes à certains particuliers, & d'avoir ainsi désigné aux brigands les maisons qui ne jouissoient pas du même privilège. " ---

Réponse de l'accusé à cette inculpation grave : --- " Dès l'instant que la ville de Nice fut évacuée par les troupes sardes, l'absence de toute force armée occasionna le pillage; le peuple *niçard* & les étrangers vagabonds dont les grandes villes abondent se portèrent dans les maisons des émigrés. Lorsque les Français furent arrivés, ces mêmes hommes, intéressés à séduire des soldats pour faire retomber sur eux tout le blâme, leur désignèrent les maisons que, certes, ils n'auroient pas devinées. " ---

" En arrivant dans Nice, après les dispositions militaires & la reddition de Montalban, avant d'envoyer les troupes dans leurs logements, j'avois fait un discours patriotique à l'armée, & je lui rappelois des devoirs sacrés, dont les bases étoient qu'on devoit traiter les *Niçards* en frères, & respecter leurs personnes & leurs propriétés. Le défaut des casernes fit que le seul municipal resté dans Nice, le baron de Jacobi, plaça des soldats dans des maisons où étoient logés des émigrés; & on assure que ces soldats manquant de tout, & trouvant quelques malles, prirent des chemises & des culottes. Ce fait, quoique non constaté, malgré les recherches qu'on a pu faire, paroît assez vraisemblable. " ---

" Mais au milieu de la première nuit, pendant que je faisois les dispositions pour attaquer Villefranche, on vint me dire qu'on pilloie dans une maison & un petit magasin d'armes. J'envoyai sur le champ un officier général qui fit rendre les effets & qui rétablit le bon ordre. " ---

" Lorsque je partageois mes soins entre les ordres importants à donner pour la possession des villes & postes du comté de Nice, on vint me dire qu'il se commettoit des désordres dans la campagne; j'envoyai des patrouilles de dragons; je fis une proclamation contre les fauteurs & instigateurs du pillage, qui fut sur le champ imprimée & affichée (1). A cette mesure, je joignis celle d'ordonner des pa-

(1) " Proclamation au nom de la nation & de la loi, de la part du général Danselme. Les soldats de la liberté, après avoir montré leur



trouilles multipliées pour arrêter les pillards & les effets avec des ordres rigoureux, & qui ont été exécutés, puisqu'un grenadier du quatre-vingt-onzième régiment, & un dragon du dix-huitième, ci-devant du roi, ont été tués en flagrant délit, treize envoyés dans les cachots du fort quarré d'Antibes, & quatre dans les tribunaux des districts voisins. Ce sont là, je crois, des preuves que ni moi ni l'armée ne voulions autoriser les brigands ». ---

--- « Nous vous accusons d'avoir outragé la souveraineté du peuple niçard, en composant arbitrairement les corps administratifs de Nice, & en refusant la convocation des assemblées primaires ». ---

--- « La fuite des administrations piémontaises, répond Danselme, avoit laissé cette ville, de près de quarante mille âmes, sans fonctionnaire public. Barras, commissaire du département du Var, député à la convention, me fit la proposition de former un directoire de district & une municipalité provisoires, sous la ratification de la convention... Je pensai que cette mesure étoit la plus convenable, en attendant que le peuple eût pu exprimer son vœu d'une manière légale ». ---

--- « Nous vous accusons d'avoir fait enlever les bestiaux des habitans du comté de Nice, sans les indemniser ». ---

--- « Il y a eu quelques désordres dans les campagnes. J'en ai manifesté mon mécontentement au général Barral; je l'ai puni de n'avoir point employé son autorité pour les prévenir & pour réparer des démarches contraires à mes principes; j'ai engagé l'administration à faire une proclamation qui pût rassurer les habitans, en leur annonçant que les denrées & les bestiaux qui leur avoient été pris leur seroient rendus ou payés de gré à gré ». ---

--- « Nous vous accusons de vous être vanté d'avoir repoussé l'ennemi, tandis que toute la gloire en appartient au maréchal de camp Brunet ». ---

L'ennemi repoussa notre avant-garde établie à Sospello, commandée par le général Brunet, qui avoit trois mille hommes d'élite;

courage & leur énergie, semblent oublier qu'ils en sont devenus les apôtres, & que la guerre n'est point entreprise contre des citoyens paisibles, qui demandent à goûter les douceurs de la liberté, mais bien contre les tyrans de l'Europe.

» J'apprends que les désordres se multiplient & que les propriétés sont insultées; il est temps que l'armée du Var connoisse l'étendue des devoirs que de vrais patriotes s'imposent; que chaque Français voie parmi les citoyens un nouveau frère qui, affranchi de ses fers, veut jouir à ses côtés de la liberté & de l'égalité, & que tous soient certains que le général qui a su les mener à la victoire, saura enfin punir ceux qui se rendront indignes de cueillir de nouveaux lauriers; & que dès demain, peut-être, des ordres seront donnés pour renvoyer à vingt lieues du champ d'honneur ceux qui pourroient se livrer à des pillages qui deviennent déshonorans pour des patriotes & des hommes libres.

» Donné à Nice, le premier octobre, l'an premier de la liberté & de l'égalité.

*Le lieutenant général, commandant en chef l'armée du Var.*

*Signé, DANSELME.*



il fit sa retraite sur Escarena. Vingt-quatre heures après, le général Danselme y marcha, & ne rentra dans Nice qu'après avoir rétabli Brunet à Sospello.....

--- « Nous vous accusons d'avoir exilé à deux reprises le capitaine d'artillerie Rocqueferre, pour vous avoir dénoncé ». ---

Il faut lire le détail de cette affaire, ainsi que celle du lieutenant colonel d'artillerie Barras, à qui Danselme ordonna les arrêts de rigueur :

--- « Un fait assez connu servira à prouver quelle a été ma conduite impartiale avec ceux qui étoient à mes ordres.

» Un officier d'artillerie nommé Rocqueferre est violemment soupçonné de mauvaise intention, par l'inspection que je fais de ses travaux dans la confection des cartouches que je faisois préparer à Grasse au mois d'août : je le place dans un lieu où il ne puisse plus employer son astucerie à mal faire en se mettant toujours à couvert de la conviction.

» En visitant des batteries que je faisois faire pour protéger le passage du Var, je retrouve ce même officier, dont les intentions m'étoient très-suspectes, & qui les dirigeoit par son tour de service ; & ce travail pour lequel j'avois donné des ordres pressans alloit très-lentement : j'ordonne, comme moyen d'accélération, qu'on y travaille la nuit ; cet officier me répond, devant l'état-major de l'armée :

» *On cessera d'y travailler le jour.*

» Je l'aurois destitué alors, si j'en avois eu le droit ; mais je n'étois point général en chef. Je l'envoie à Antibes, où il ne s'occupoit qu'à faire des motions incendiaires & calomnieuses contre moi dans le club. Je pouvois alors le destituer, venant d'être fait chef d'armée ; mais comme il venoit de me dénoncer aux clubs de tous les environs, j'eus la délicatesse de ne pas le faire ; à la vérité, il faillit être très-maltraité par les citoyens d'Antibes dont j'étois connu & lui aussi, qui, par une délibération, le vouèrent à l'exécration publique, & il n'évita la colère du peuple que par sa fuite de cette ville, qui m'en ayant donné avis, me déterminà à l'envoyer aux îles Sainte-Marguerite, où il y avoit plusieurs batteries & magasins d'artillerie à surveiller. Il a beaucoup écrit de ce fort contre moi ; il croyoit que ce séjour prêteroit infiniment à me faire passer pour un despote ; j'ai vu & j'ai appris depuis que ce personnage, agent des malveillans, avoit joué un grand rôle dans toutes les intrigues qu'on a ourdies sur mon compte.

» J'ajouterai une autre preuve contre la dureté qu'on me suppose, par un fait qui a été dénaturé :

» Le lieutenant-colonel d'artillerie Barras, sous-directeur à Antibes, me fait passer de cet arsenal à Grasse quarante mille cartouches à balles pour garnir des caissons ; je les ai fait vérifier, & il conste par un procès-verbal que la majeure partie ne peuvent entrer dans le canon des fusils, soit parce que la balle est d'un trop gros calibre, ou que la poudre a fait prendre à la cartouche une forme plus grosse qui ne lui permet pas l'introduction ; je mande cet officier, qui ne me donne d'autres raisons que celle que c'étoient d'anciennes cartouches, qu'à la vérité il avoit le tort de ne pas les avoir vérifiées.

» Cette négligence, qui pouvoit avoir de grandes conséquences, me déterminà à lui ordonner les arrêts de rigueur. Cet événement



mit de l'agitation dans les volontaires & dans le peuple de Grasse, qui disoient qu'on les trahissoit, en leur préparant des cartouches qui ne pourroient pas leur servir vis-à-vis de l'ennemi, & le bruit se répandit qu'on devoit aller le soir à son logement pour en tirer vengeance.

« Instruit de ces dispositions par le citoyen Riccord, maire de Grasse, & actuellement député à la convention nationale, je me décidai à faire partir ce lieutenant-colonel à l'entrée de la nuit, qui retourna à Antibes, afin d'éviter les outrages qu'on lui pré-  
paroit : j'ose croire que cette conduite de ma part ne porte pas un caractère de dureté. » ---

--- « Nous vous accusons de nous avoir calomniés en nous reprochant d'être *fayettistes*... &c. » ---

Mais quand un sergent-major, appuyé de toute sa compagnie, fait tout haut, en plein club, & aux dépens de son général, le panégyrique de Montesquiou, qui venoit d'être destitué, le bien bon ami de la Fayette, comme on fait, ce n'est pas une calomnie que de traiter de *fayettistes*, en face de toute l'armée, de tels soldats. Nous renvoyons nos lecteurs pour plus ample éclaircissement, aux pages 30, 31, 32, 33 du mémoire du bataillon de l'Aude, assez confiant pour rappeler cette anecdote incivique.

--- « Nous vous accusons enfin d'avoir fait assassiner les prisonniers piémontais, en les livrant presque sans défense à une multitude irritée ;

--- « Nous vous accusons, pour comble d'horreur d'avoir pardonné aux assassins. » ---

Le simple historique du fait, dit à cela l'ex-général accusé, va servir de réponse, & le lecteur en calculera les circonstances avec les projets criminels des agitateurs, *si grassement payés\** pour désorganiser, diviser l'armée.

--- « Les paysans du comité de Nice forment la milice du pays, le roi leur donne des armes & les rassemble au besoin ; cette espèce de troupes, connue sous le nom de Barbets, sont les meilleures troupes légères pour harceler l'ennemi ; on les a toujours en tête, en flanc, & quelquefois sur les derrières, sans pouvoir les prendre ni les détruire, par l'habitude & la connoissance qu'ils ont des montagnes, & par une suite de leurs liaisons & de leur parenté dans tous les pays que nous occupons ; ils préviennent leurs troupes de ligne de nos moindres mouvemens.

» Une proclamation avoit ordonné qu'ils rentrassent dans leurs foyers, & leur désarmement ; quatre sont arrêtés vers Lévens, accusés de contravention à cet ordre ; le procès-verbal prouve que deux le sont allés légèrement.

--- « Personne n'ignoroit à l'armée qu'on animoit les soldats contre ces miliciens qu'on leur annonçoit comme des espions, harcelant nos troupes & tuant nos ordonnances sur les routes.

» Quatre, dis-je, sont arrêtés aux environs de Lévens par les ordres du général Barral & les diligences du citoyen Ferru, faisant les fonctions de commissaire des guerres ; ils arrivent à Nice escortés par des dragons du 18e. régiment, ci-devant du roi, qui

---

\* Les millions du pape, sur les bruits officiels de Montesquiou.



avoient mis des lauriers à leur casque : cet appareil ne contribua pas peu à former un prompt rassemblement.

» J'étois monté à cheval pour faire une reconnoissance, j'aperçois cette troupe, je m'avance, je parle au peuple, il paroît se calmer. J'ordonne que ces prévenus soient conduits en prison; je crains que ces dragons ne soient pas assez forts, & j'envoie mon escorte pour les soutenir, & un aide-de-camp pour me rendre compte des mouvemens & de leur entrée en prison.

» L'aide-de-camp revient peu après, annonce que les prisonniers sont entrés en prison & l'attroupement dissipé. Je pars alors pour exécuter mon premier projet.

» Quel fut mon étonnement à mon retour, après quatre heures d'absence, d'apprendre que peu après mon départ l'attroupement s'étoit formé de nouveau, avoit forcé les prisons, tué le valet du geolier, & massacré les quatre prisonniers.

» Cependant la générale fut battue, les secours furent prompts; mais le crime le fut plus encore.

» Je trouvai l'armée sous les armes, on me rendit compte de l'attentat : je parcourus tous les postes & tous les quartiers de la ville sans trouver aucun rassemblement. Après avoir ordonné de nombreuses patrouilles, je fis battre la retraite.

» Le tribunal criminel instruit une procédure à ce sujet : je crus devoir haranguer les troupes, leur représenter la violation des droits les plus sacrés, si toutefois quelque individu de la force armée avoit pu s'en rendre complice, & j'ordonnai des recherches à tous les chefs des corps pour découvrir les coupables.

» Je ne perdis pas un instant pour écrire une circulaire aux chefs des postes avancés, dans laquelle je leur ordonnai, au lieu d'envoyer les prisonniers à Nice, de me donner avis de ceux qu'ils auroient faits, pour que je pusse pourvoir à leur sûreté et inviolabilité.

» Dans cet intervalle, deux prisonniers arrivent & sont conduits chez moi. Le peuple qui les entoure fait entendre les mêmes cris de sang; je me présente, je pousse les prisonniers dans ma maison & j'en fais garder la porte; je monte à cheval, je harangue la foule à quatre reprises; j'en suis enfin applaudi universellement. Un soldat ose élever encore la voix, & demande leur mort d'une voix ferme; je lui riposte : *Tu veux du sang, tu es cruel; eh bien! je te fais le bourreau de l'armée!* Ces paroles sont un coup de foudre; il pâlit, il chancelle, & se dérobe dans la foule où il va se perdre.

» Tout se dissipe; les prisonniers sont mis en sûreté; je vais encore haranguer les troupes à la parade avec le même succès.

» Un mois environ après, à l'occasion des assemblées primaires, un citoyen de Nice est poursuivi par le peuple pour des propos contre les Nîçards qu'on lui impute.

» Il est constitué prisonnier, & les prisons sont menacées. Les commissaires de la convention, avertis les premiers, s'y rendent; ils employent en vain leur zèle & leur éloquence : ils ont lieu de craindre d'être les témoins d'un assassinat, malgré la force armée qui étoit déjà arrivée. Instruit plus tard, je m'y rends avec quelques dragons; j'aperçois dans la foule des soldats de ligne & volontaires; je m'adresse d'abord à eux, & je leur dis : *Soldats, vous n'avez rien à faire ici, je vous ordonne de vous rendre dans vos*



quartiers, sous peine de châtement rigoureux & prompt, & dès que vous serez partis, si le peuple nigard, que je vois ici le plus animé, ne rentre pas dans le devoir, je saurai bien l'y contraindre par la force.

» Cette division dans les individus eut un plein succès; tout se sépara, tout se dissipa, & je reconduisis les commissaires chez eux. Voici leur proclamation faite à cette occasion :

» *Proclamation des commissaires de la convention nationale aux citoyens de Nice & à l'armée du Var, du 9 décembre, l'an premier de la république française.* Citoyens de Nice, les commissaires de la convention nationale sont venus au milieu de vous pour vous faire respecter votre liberté, & vous avez donné l'affreux spectacle de la licence; ils sont venus mettre vos personnes & vos propriétés sous la protection de la loi, & vous venez de la violer sous leurs yeux. Votre conduite les a pénétrés de douleur & d'indignation.

» Ne mettez point sur le compte de l'armée le mouvement séditieux où vous vous êtes livrés. C'est dans votre assemblée primaire qu'il a pris naissance, c'est vous seuls qui étiez là. Vous accusez un citoyen, c'est à la justice à recevoir, à peser cette accusation; on instruit son procès, la loi prononcera, tout doit plier devant elle.

» Vous vouliez un crime, & pour en rejeter la honte sur l'armée française, vous avez cherché à le faire commettre par les soldats de la république : vous leur avez insinué que le prisonnier, dont vous demandiez la tête, avoit parlé contre la nation française. Eh bien ! c'est une fausseté, car le prisonnier n'a pas dit un seul mot ni des soldats français, ni de la nation; nous avons vérifié le fait, & ceux qui l'ont avancé sont des imposteurs & des scélérats.

» Avant ce que nous avons vu, nous vous croyions incapables d'exciter de pareils désordres. Mais aujourd'hui qui nous garantira que ceux que vous avez dénoncés n'ont pas eu les mêmes causes, & que ce n'est pas par les instigations perfides des mêmes agitateurs qu'ont été commis tous les pillages, toutes les horreurs qu'on a attribués à des Français.

» Nous en avons vu à la tête de l'attroupement, de ces brigands obstinés à pousser des cris de fureur & à demander du sang. Ce n'étoient pas des Français, c'étoient des Nigards; nous les avons bien observés, nous les avons parfaitement reconnus à leurs habits & à leur langage. Où étoient les amis de la liberté? S'il y en a, pourquoi n'étoient-ils pas autour de nous? S'il n'y en a pas, à qui la nation française doit-elle des indemnités? Vous l'avez outragée, la nation, car vous n'avez pas cédé à la voix de ses représentans, & ce n'est que l'appareil de la force armée qui a pu vous en imposer.

» Citoyens de Nice, les commissaires de la convention nationale vous ont observés attentivement. Depuis leur arrivée, ils s'étoient bien aperçus qu'il existoit dans votre ville un parti d'aristocrates, d'esclaves soudoyés par le roi de Turin : aujourd'hui, ils ont vu clairement que ce parti ne cherchoit qu'à dissoudre votre assemblée primaire, pour vous empêcher de vous constituer en hommes vraiment libres, qu'à faire commettre des crimes pour les imputer aux soldats de la république. Que ces scélérats tremblent; car la république française est l'ennemie de tous les brigands; elle en veut aux esclaves comme aux rois; & si elle découvre les agens &



les complices du despote farde, elle leur fera une guerre aussi terrible qu'à ce tyran.

« Amis de la liberté, bons citoyens qui, nous aimons à le croire, formez la majorité, ne donnez plus dans les pièges qui vous sont tendus par ces monstres; aimez & respectez la loi; fuyez ceux qui vous conseillent des crimes; ils ne jouiront pas long-temps de l'impunité; leurs manœuvres sont déjà connues : la foudre nationale va les frapper au moment où ils s'y attendront le moins.

« *A l'armée.* Soldats de la république, jusques à quand serez-vous le jouet des ennemis de la nation? Vous intéressez-vous assez peu à sa gloire & à la vôtre, pour vous porter à des excès dont tout Français doit rougir? Que ce soit la dernière fois qu'on aura vu quelques-uns de vous dans des attroupemens criminels! Que ceux-là qui vous déshonoroient soient retenus par la crainte des châtimens, s'ils ne le sont pas par la honte du crime!

« Quant à ceux qui ont secondé nos efforts, qui se sont réunis à nous pour faire exécuter la loi, ils ont bien mérité de la patrie; qu'en récompense de leur zèle, ils reçoivent les remerciemens des représentans de la nation. *Signé, LASOURCE, GOUVILLEAU & COLLOT-D'HERBOIS.* »

Le rapport fait par Collot-d'Herbois à la convention, jeudi 14 février, *séance du soir* (qu'on remarque cette dernière circonstance), n'est qu'une redite des principaux chefs d'accusation du bataillon de l'Aude, qu'on a fait intervenir fort à propos par une mesure adroitement combinée (1). Ainsi le premier mémoire de l'accusé y répond d'avance, en répondant à ces soldats fayétisés. Par exemple, le rapporteur avance que la proclamation du général « est » insignifiante, puisqu'elle n'a été appuyée d'aucune force armée, » d'aucune patrouille. » Danselme s'offre à prouver, au contraire, que sa prévoyance l'a porté à étendre les patrouilles jusques dans les campagnes. Il est à présumer que si Danselme eût été coupable d'une partie des crimes dont on l'accuse, il eût fui comme Montesquieu.

Le bataillon de l'Aude, beaucoup plus chaud dans sa dénonciation contre son général que Danselme dans sa défense, n'a-t-il rien à se reprocher? Il est pourtant véhémentement soupçonné d'avoir voulu allumer la guerre avec l'Espagne, & semer la division dans l'armée du Var. Les faits suivans qui nous sont garantis en sont la preuve :

« *Eclaircissens sur la malveillance d'une partie du deuxième bataillon de l'Aude, contre le général Danselme.* Les dénonciations de quelques individus de ce bataillon ont pour principale cause l'indiscipline des subordonnés & la répression qu'il a méritée.

« Ce bataillon, au printemps 1792, étoit en quartier à Cérét & Bellegarde, dans le département des Pyrénées orientales, lorsque le général Danselme commandoit dans cette partie des frontières.

« Il lui fut porté une plainte par le district & la municipalité de Cérét, contre les volontaires de ce bataillon, qu'on évaluoit à douze cents livres environ d'effets cassés ou détruits dans une mai-

(1) Nous venons d'apprendre que parmi les trois députés du bataillon de l'Aude se trouve un ex-municipal de la ville de Nice.



son où l'on donnoit une fête ; il ordonna des punitions & le paiement de ces dommages.

» Peu de temps après, deux officiers & trois volontaires du même bataillon se transportèrent, sans congé du général, de *Bellegarde*, où ils étoient en garnison, au poste de la *Jonquièrre*, qui se trouve le premier poste espagnol de la frontière, où, après avoir fait toutes sortes d'impertinences, ils furent conduits chez le commandant de la place, qui leur ayant remontré d'une manière très-modérée leur conduite inconsidérée, ils outragèrent le chef par des réponses les plus injurieuses, les gestes & les attitudes les plus indécentes, & lui montrèrent leurs derrières. Ce chef eut encore le bon procédé de ne pas les faire arrêter, & de les faire reconduire à *Bellegarde* avec une escorte de dragons.

» Mais il en écrivit au citoyen Damarid, capitaine d'invalides, commandant à *Bellegarde*, en réclamant leur punition.

» Le citoyen Damarid m'en ayant rendu compte, j'ordonnai que les deux officiers fussent mis en prison & les trois volontaires au cachot.

» Je crus cette mesure d'autant plus convenable, que le gouvernement espagnol venoit de permettre, à ma sollicitation, que les Français qui iroient sur leur territoire pourroient y porter la cocarde nationale, & qu'il venoit de faire sortir des prisons de *Figuières*, également à ma sollicitation, deux Français qui y étoient détenus depuis quelque temps pour avoir été soupçonnés d'avoir parlé en faveur de la révolution française.

» La conduite au moins imprudente de cinq volontaires, qui ne fut point désapprouvée en général du bataillon, me fit craindre qu'il y eût des dispositions à établir une querelle entre les deux nations que je n'avois point ordre de susciter, & que nous n'étions pas même en mesure alors dans cette partie de pouvoir soutenir.

» En conséquence, lorsque j'eus reçu des ordres du général Montesquiou de faire partir de ce département deux bataillons pour les Alpes, je crus convenable de préférer le second de l'Aude, & lorsque ce général me donna par la suite le commandement du Var & des Hautes-Alpes, il eut grand soin de comprendre ce bataillon dans le nombre de ceux qui étoient à mes ordres, lequel se trouvant à Nice, fit faire plusieurs fois dans le club de cette ville, par l'organe d'un de leurs sergens, des motions & des dénonciations contre moi, dans lesquelles il exaltoit fort les vertus civiques du général Montesquiou & faisoit suspecter les miennes. Ce même sergent a été ensuite fait officier dans le bataillon, ce qui prouve au moins qu'on n'y désapprouvoit pas ses principes. J'observe que Montesquiou avoit alors été destitué.

» Lors de l'expédition d'Oneille les musiciens du bataillon n°. 1 des volontaires de l'Hérault abandonnèrent leurs troupes & ne voulurent pas s'embarquer ; ce bataillon, indigné de cette lâcheté, les chassa à son retour de cette expédition ; le bataillon de l'Aude n'eut aucun égard à ce motif louable, & les engagea à passer à son service.

» Au moment où le bataillon de l'Aude partoît pour un détachement de guerre, quelques officiers & volontaires du bataillon de l'Hérault s'étant aperçus qu'il avoit enrôlé lesdits musiciens, leur en témoigna son mécontentement sur la place d'armes ; la querelle s'engagea : le premier lieutenant-colonel de l'Aude, nommé *Exad*



fut sur les officiers de l'Héraut l'épée à la main avec menace, les laissa molester & déchirer leurs vêtemens par ses volontaires, en fit arrêter deux qu'il fit mettre au corps-de-garde qu'il trouva sur son chemin.

» Une députation, composée de six officiers du bataillon de l'Héraut, vint le jour chez moi me porter des plaintes & me faire le détail de cet événement, en m'assurant qu'ils avoient juré d'en tirer une vengeance sanglante à la première rencontre. Je les calmai en leur promettant justice.

L'expédition où fut employé le bataillon de l'Aude aux ordres du général Barral étant terminée, quoique sans succès, & ayant des troupes à envoyer à *Entrevaux* pour en retirer une partie du bataillon de campagne du cinquantième régiment, je préférois de le faire remplacer par le bataillon de l'Aude, avec d'autant plus de raison que j'avois lieu de craindre quelque rixe avec celui de l'Héraut, qui me parut n'avoir pas les premiers torts.

» Les citoyens commissaires, Aubry, Isnard & Lespinaffy m'ayant observé qu'il seroit peut-être nécessaire d'employer ce bataillon dans l'armée des Pyrénées, il seroit utile au bien du service de lui donner un certificat qui constatât que ce n'étoit point pour inconduite à la guerre que je lui avois fait repasser le Var. J'adhérai à cette demande, & les citoyens commissaires lui donnèrent des ordres pour se rendre d'Entrevaux vers les Pyrénées.

» J'ai appris depuis qu'une grande partie de ce bataillon ayant gardé une rancune de tous ces événemens, m'a dénommé dans les termes les plus haineux dans tous les clubs des départemens du Midi où ils ont passé.

» Je suis bien loin de croire que tout le bataillon ait participé à cette malveillance; mais on voit clairement que le principe est pris de leur inconduite, & de la nécessité où j'étois de la réprimer. *Signé \*\*\** »

*Sur les comptes à rendre par Panis & Sergent, députés de Paris à la convention nationale.*

Le ministre de l'intérieur, par *interim*, avoit écrit au corps municipal pour obtenir de lui les noms des membres de la convention, ci-devant membres du comité de surveillance de la municipalité du 10 août, qui avoient des comptes à rendre; le conseil préposé pour l'appurement des comptes, après avoir délibéré, considérant que les soustractions, dilapidations, malversations que présentent les résultats des comptes, suivant le rapport de ses commissaires, contre les citoyens Sergent & Panis, alors administrateurs du comité de surveillance du 10 août & jours suivans; que les scellés apposés sur partie des effets déposés audit comité ont été la plupart brisés; que les réponses des administrateurs entendus contradictoirement sont en opposition les unes avec les autres, & présentent un



ensemble de violation de dépôt & d'infidélité ; que les déclarations mêmes ne peuvent excuser ces infidélités ; que le prétexte vague qu'on n'a rien eu en maniemment ne peut être regardé que comme un moyen illusoire dans la bouche d'un administrateur , toujours comptable de son administration.

Arrête que le tableau de la situation des comptes du comité de surveillance de l'époque du 10 août , ensemble copie des pièces justificatives déposées dans le registre du conseil général , & notamment la lettre du citoyen Sergent aux commissaires , & le procès-verbal du comité des vingt-quatre de la convention , seront envoyés au conseil exécutif , avec les noms des citoyens Panis & Sergent , & que le conseil exécutif sera invité à prononcer , d'après les pièces , s'il doit ou non poursuivre les comptes de ces deux citoyens ; même se retirer à la convention , pour faire prendre des mesures de rigueur pour les forcer à rendre leurs comptes , & à les discuter devant le conseil général , d'autant plus intéressé à l'appurement , qu'on semble verser sur lui seul tout l'odieux du *deficit* ; renvoie le présent arrêté au procureur de la commune , pour en faire suivre l'exécution ; arrête que le présent arrêté sera imprimé , affiché.

..... Toujours des comptes ! comme s'il n'étoit pas des circonstances qui veulent qu'on y jette un voile , ainsi que sur la statue de la loi dans une insurrection , & sur celle de la liberté en cas d'accaparemens ! Aussi Panis ne veut pas entendre parler de comptes. Son collègue a écrit ; mais il n'en reste pas moins entaché de la qualification de *Sergent-l'Agathe* que lui donnent quelques mauvais plaisans que nous sommes loin de croire & d'approuver ; car quand il y auroit quelque chose de vrai dans tout cela , pourquoi tracasser un magistrat-législateur qui , depuis le 10 août , n'a point désarmé le comité de surveillance de la municipalité ? D'ailleurs , il est de la députation de Paris à l'assemblée conventionnelle : or , cette députation , comme on fait , a rendu assez de services à la chose publique pour qu'on passe l'éponge sur la tête de quelques-uns de ses membres.

Nous sommes bien de l'avis de l'Ami du Peuple : il semble que l'on cherche à jeter de la défaveur sur les membres de cette députation ; & c'est sans doute ce qui les a déterminés à faire afficher une adresse à leurs commettans.



*Chambéry le 13 février 1793, an deuxième de la république*

Citoyen, une souscription vient de s'ouvrir dans notre société, pour subvenir aux besoins de nos armées; nous nous empressons de t'en informer, avec instance de l'insérer dans ton journal; puisse notre exemple entraîner tous les citoyens de la république!

Cette souscription est déjà de plus de 14,000 liv., & depuis trois jours, à l'ouverture de la séance, le bureau est chargé d'or, d'argent, de bijoux, d'assignats & de souscriptions de toute espèce!

Nous avons en outre plus de 1,200 paires de souliers, beaucoup d'habits complets, & toutes les citoyennes, indépendamment des dons patriotiques qu'elles ont faits, ont pris l'engagement de fournir chacune une chemise, & une paire de bas à nos guerriers.

La souscription continue, & rien n'égale l'ardeur de tous les citoyens à sacrifier leur fortune à la patrie, que le désir de lui offrir la dernière goutte de leur sang. Les président & secrétaires, Moras, président; Bernier, sergent-major du 79<sup>e</sup>. régiment, Gucher, Firmin Derit, secrétaires.

La société patriotique de Tournu, département de Saône & Loire, a envoyé, le 21 Janvier dernier, à ses frères de l'armée, 101 chemises, 100 paires de souliers, 101 paires de bas, 10 paires de guêtres, &c., sans compter ce qu'elle se propose d'envoyer encore. La ville de Tournu est très-petite, mais le patriotisme y domine.

## CONVENTION NATIONALE.

*Séance du mercredi 6 février 1793.*

Le ministre de la guerre annonce que de toutes parts les citoyens envoient pour les armées, bas, souliers, capottes, &c.

On accorde au ministre de l'intérieur six millions pour être employés aux travaux publics: il y aura 300,000 liv. pour Paris.

Le décret qui ordonnoit de payer, au 1<sup>er</sup>. mars, nos soldats à Nice, en assignats seulement, est rapporté.

Députation des Rauraques (de Porentrui) & des Bataves résidens à Paris.

La municipalité de Paris vient demander une avance de quatre millions pour les approvisionnemens de cette ville; elle propose de les rembourser sur les rentrées progressives des sous additionnels pour les impositions de 1791 & 1792.

Après des débats très-vifs, l'assemblée a rapporté le décret du 18 août 1792, par lequel le lieutenant-général Dillon a été déclaré avoir perdu la confiance de la nation.

*Jeudi 7.* La pension que le gouvernement faisoit à Goldoni, auteur dramatique italien, qui avoit été appelé en France, lui est continuée: elle est de quatre mille francs.

Réal fait un rapport sur la pétition présentée hier par la municipalité de Paris: elle est trouvée juste. La convention accorde les quatre



millions; & pour le mode de remboursement, ordonne que ceux dont le revenu présumé sera au-dessous de 920 liv. ne subiront aucune taxe nouvelle, & que l'imposition sera supportée proportionnellement par ceux qui jouiront d'un revenu plus considérable.

Dubois-Crancé propose de fondre ensemble & les troupes de ligne & les volontaires, c'est-à-dire, d'unir deux bataillons de volontaires à un de troupes de ligne, & de les traiter & payer tous de la même manière. Ce projet a été ajourné.

Le jeudi soir on nomme pour président Bréard, & pour secrétaires Lecointre-Puiraveaux, Prieur, Choudieu & Lamarque. Les députés de Thionville demandent des secours autres que les 300,000 liv. à eux donnés par Roland, malgré le décret qui leur en accordoit 500,000. Renvoyé au comité des finances.

*Vendredi 8.* Les commissaires de la convention & ceux du pouvoir exécutif écrivent que la Belgique est dans le meilleur état; qu'on ouvre enfin les yeux sur les prêtres & les nobles; qu'on exécute le décret du 15 décembre, & que les habitans de Liège sont réunis à la France. Sur neuf mille sept cents votans, neuf mille six cent soixante ont voté pour la réunion.

Les Fédérés défenseurs de la république, une & indivisible, réunis à la salle des Jacobins, réclament contre le décret qui charge le ministre de la justice de poursuivre les prétendus auteurs des massacres du 2 & 3 septembre. Lanjuinais combat cette pétition; un plus grand nombre la défend. Sur la proposition de Lamarque, l'assemblée suspend provisoirement toute poursuite, & charge le comité de législation de faire son rapport sous trois jours.

*Samedi 9.* Les commissaires de la convention avoient dit que toute la rive du Rhin étoit dégarnie. Custine assure qu'elle est bordée de 60 mille hommes & hérissée de canons. Il y a 140 pièces en batterie sur les remparts de Landau.

La convention fixe le prix du salpêtre à 13 sous 6 deniers la livre; & la potasse à 37 livres 10 sous le quintal. Elle crée ensuite un corps de miquelets pour servir dans la guerre des Pyrénées.

Le département du Var, égaré comme beaucoup d'autres, avoit levé un bataillon de 508 hommes pour venir au secours de la convention, & avoit pris pour les équiper 150,000 livres dans la caisse de district. La convention décrète que tous soldats ainsi levés seront à la disposition du ministre de la guerre, & que les frais de leur armement seront remboursés par le trésor public.

Le conseil exécutif est chargé d'inviter toutes les communes de la Belgique de nous fournir chacune un cheval, ce qui en feroit 4000.

*Dimanche 10.* L'assemblée a entendu plusieurs pétitions après avoir rendu le décret suivant.

Art. I. » Les volontaires nationaux & soldats de troupes de ligne, que des blessures graves résultantes des événemens de la guerre, auront mis hors d'état de continuer & de reprendre leur service, obtiendront des pensions de retraite, suivant les bases déterminées ci-après.

II. » Le volontaire national ou le soldat de troupes de ligne qui aura perdu une jambe ou reçu une blessure tellement grave, qu'il ne puisse plus reprendre son service, recevra pour retraite une pension de 15 sous par jour. Celui qui aura perdu un bras ou reçu



dans cette partie, ou à la main, une blessure qui le mette hors d'état de s'en servir, recevra pour retraite une pension de 20 sous par jour. Celui qui aura perdu deux de ses membres, ou reçu des blessures tellement graves, qu'il ne puisse se servir ni de l'un ni de l'autre, obtiendra pour retraite une pension de 500 livres par an.

III. » Les sous-officiers des volontaires ou des troupes de ligne qui se trouveront dans l'un des cas prévus par l'article précédent, obtiendront pour retraite la totalité de leurs appointemens, pourvu toutefois que cette totalité soit au moins égale à la pension qu'ils auroient obtenue comme soldats.

IV. » Les volontaires ou soldats qui réclameront des pensions en vertu des articles précédens, ne pourront en obtenir sans avoir produit le certificat d'un chirurgien des armées, visé par les chefs de leurs corps respectifs, & approuvé par le général de l'armée, qui constate que leurs blessures sont de nature à ne pas leur permettre de se servir utilement du membre affecté, & résultant des événemens de la guerre.

V. » Les volontaires ou soldats qui, à raison de leurs blessures, seront dans le cas d'obtenir une pension suivant les règles déterminées ci-dessus, auront la faculté d'opter entre ladite pension ou l'hôtel national des invalides, s'il y a des places vacantes dans ledit établissement.

VI. » Toutes les dispositions du présent décret seront applicables à ceux des militaires retirés, soit à l'hôtel, soit dans les départemens qui se trouveront dans les cas prévus par l'article II.

VII. » La convention nationale déroge en ce point, seulement, à ce qui est prescrit par la loi du 16 mai, qui continuera d'être exécutée en tout ce qui n'est pas contraire au présent décret.

VIII. » Les personnes qui auront obtenu des pensions de retraite depuis les dispositions du présent décret seront tenues, indépendamment des certificats, auxquels elles sont assujetties par l'article X de la présente loi, pour obtenir leur pension de retraite, de soumettre leur incurabilité à un second examen qui sera fait sans frais en présence du conseil-général de la commune, par un chirurgien, pour constater si lesdites blessures sont assez graves pour les mettre hors d'état de continuer leur service ou d'exercer aucune autre fonction, & il sera fait mention de ladite visite au bas du certificat exigé par l'article X.

IX. » Lesdits volontaires nationaux, soldats de troupes de ligne, & tous autres citoyens qui auront obtenu des pensions de retraite pour blessures incurables, seront en outre tenus à l'époque de l'échéance de leurs pensions de retraite, de se présenter au conseil général de la commune de leur résidence, qui fera procéder à une nouvelle visite, afin de constater s'ils sont toujours hors d'état de reprendre le service, ou d'exercer aucune autre fonction. Le certificat de cette visite sera joint au certificat de vie, sans lesquels ladite pension de retraite ne pourra être payée.

Lundi 11. Un commissaire national envoyé à Liège annonce que si rien n'arrête les expéditions du ministre, Miranda pourra prendre Maestrich avant un mois.

Toutes les procédures instruites jusqu'au 21 janvier dernier, à l'occasion des délits commis pour la taxe des subsistances, seront abolies, & tous les détenus remis en liberté, excepté les incendiaires & les



assins. On renvoie au lendemain une pétition des sections de Paris sur les subsistances.

*Mardi 12.* Des commissaires envoyés sur les côtes annoncent qu'ils ne négligent rien pour mettre tout en état de défense. Ils se plaignent des habitans du Morbihan qui sont peu républicains.

Les commissaires de quarante-six sections de Paris ont été introduits. Ils ont demandé 1°. que les administrations ne se mêlassent plus du commerce des subsistances, que le quintal fût une mesure unique & uniforme pour les grains dans tout l'empire, & que le *maximum* du prix de ce quintal fût toujours de dix francs.

Le vice-président des commissaires a pris ensuite la parole; il s'est qualifié inconsiderément du titre de député des quatre-vingt-cinq départemens, ce qui a irrité la convention. On l'a mis en état d'arrestation. L'on prend les noms de tous les commissaires, & on les renvoie.

*Mercredi 13.* Les commissaires de la convention se plaignent de la désertion & insubordination des gendarmes à pied de l'armée de Custine.

Le procureur-syndic du département du Calvados demande, au nom de ses concitoyens, des armes, une administration de vivres, & Félix Wimpfen, & il répond que le Calvados ne sera pas même entamé par les Anglais.

Les citoyens de Mons ont tous voté pour leur réunion à la république: ils ont aussi organisé une armée de deux mille hommes, tant à pied qu'à cheval.

La convention a décrété le principe qu'il n'y auroit plus de différence entre les régimens de ligne & les volontaires nationaux.

*Jeudi 14.* Sur le rapport de Foucher la convention décrète que les corps administratifs seuls régiront les biens des collèges, & taxeront les émolumens des professeurs; dans les villes au-dessous de trente mille âmes, le *minimum* de ces appointemens sera de 1000 livres & le *maximum* de 1500; dans les villes supérieures, le *minimum* sera de 1500 livres & le *maximum* de 2000.

La convention organise le ministère de la marine précisément comme celui de la guerre. Le ministre aura six adjoints.

Miranda annonce que le général Chamboran s'est emparé par surprise, sans coup férir, du fort hollandais de Stervenswert, qui nous assure la navigation de la Meuse.

L'assemblée décrète ce qui suit:

ART. 1°. « La convention assure à tout militaire qui, conformément aux loix établies sur les pensions de retraite, aura des droits acquis à la bienfaisance de la nation, la jouissance, à la fin de la guerre, des avantages que ces loix lui accordent à raison de son ancienneté de service & du grade dans lequel il se trouvera placé.

II. « Tout militaire, de quelque grade qu'il soit, officier ou soldat, qui, par les changemens qui pourroient s'opérer à la paix, se trouvera réformé, & qui n'aura point abandonné ses drapeaux, obtiendra à titre de pension de retraite, s'il a dix ans de service, les campagnes comptant pour deux ans, le quart de ses appointemens de paix; & au-dessus de dix ans, il aura une augmentation du trentième de ses appointemens, sans cependant que sa pension puisse excéder le *maximum* fixé pour les pensions de retraite.

*Ce 23 février 1793, l'an second de la république;*  
PRUDHOMME, électeur de 1792.